AWQAF NEW ZEALAND · RESEARCH SERIES
Rapport de recherche · Édition française · Version 1.0

L'intelligence artificielle dans les secteurs des awqaf, des dotations et des organisations à but non lucratif

Données internationales, enseignements tirés de l'expérience d'Awqaf New Zealand et modèle pratique de gouvernance pour les institutions animées par des bénévoles

Husain Benyounis



Version 1.0 · 21 novembre 2026 · DOI 10.5281/zenodo.24414709
Rapport de recherche destiné au débat public, non évalué par les pairs

À propos de ce rapport

Sommaire

1	Pourquoi ce rapport et pourquoi maintenant ?	6
2	Démarche de recherche et critères de preuve	7
3	Le décalage international entre adoption et gouvernance : organismes caritatifs, dotations, agences humanitaires, banques de développement et fournisseurs	8
4	Évolution du débat dans les secteurs des awqaf et de la finance sociale islamique	18
5	Perspectives positives : les contributions possibles de l'IA	25
6	Critiques et risques qui doivent guider la conception	26
7	L'expérience d'Awqaf New Zealand en 2026	29
8	Étude de cas : recherche multilingue sur les conditions générales des services de qurbani	34
9	Principes ayant guidé l'utilisation de l'IA par Awqaf New Zealand	36
10	Proposition d'un cycle de gouvernance en six étapes de contrôle pour les petites institutions d'awqaf	39
11	Réplication responsable : un parcours pilote de 90 jours	41
12	Programme de recherche et limites	42
13	Conclusion	42
A	Déclaration relative à l'assistance de l'IA et clauses de non-responsabilité	44
R	Références	45

Auteur : Husain Benyounis (ORCID 0009-0004-9463-5521), Awqaf New Zealand, organisme caritatif enregistré en Nouvelle-Zélande sous le numéro CC46694.

Collection : Rapports de recherche d'Awqaf New Zealand.
Statut : rapport de recherche destiné au débat public, non évalué par les pairs ; il ne constitue ni une fatwa, ni un avis juridique, ni une norme adoptée, ni une offre financière, ni une offre de service de qurbani. Date de clôture de la recherche : 21 novembre 2026.

Licence : Creative Commons Attribution-NonCommercial 4.0 International (CC BY-NC 4.0). Le nom et le logo d'Awqaf New Zealand en sont exclus.

DOI: https://doi.org/10.5281/zenodo.24414709.

Référence bibliographique recommandée : Benyounis, H. (2026). L'intelligence artificielle dans les secteurs des awqaf, des dotations et des organisations à but non lucratif : données internationales, enseignements tirés de l'expérience d'Awqaf New Zealand et modèle pratique de gouvernance pour les institutions animées par des bénévoles (Rapport de recherche d'Awqaf New Zealand, Version 1.0). Awqaf New Zealand. https://doi.org/10.5281/zenodo.24414709

Les travaux de recherche et le développement institutionnel d'Awqaf New Zealand ont progressé grâce à l'engagement de bénévoles. Ce rapport a été en grande partie recherché, rédigé, vérifié et mis en page avec l'aide d'outils d'intelligence artificielle, à savoir ChatGPT (OpenAI), Claude (Anthropic) et Gemini (Google), sous la direction de l'auteur, qui a défini les questions, fourni les archives institutionnelles, choisi les éléments à retenir et approuvé le texte. Awqaf New Zealand le précise ouvertement, puisque cette démarche constitue précisément le sujet du rapport. Les sources ont été confrontées à leurs publications originales dans la mesure indiquée dans la déclaration relative à l'assistance de l'IA figurant à la fin du document. Les décisions relevant de l'autorité des administrateurs, de la charia, du droit ou de la finance demeurent de la compétence des personnes habilitées.

Résumé

L'intelligence artificielle (IA) pénètre à des rythmes différents les secteurs internationaux des awqaf, des fondations et des organisations caritatives. Des enquêtes auprès des professionnels et des organisations à but non lucratif aux États-Unis, au Canada, en France et en Allemagne montrent une utilisation importante, mais la gouvernance formelle et la préparation du personnel accusent souvent un retard. En Indonésie, en Arabie saoudite, au Koweït, au Qatar, aux Émirats arabes unis, en Malaisie, à Singapour, en Türkiye, en Égypte et en Afrique, les débats propres aux awqaf portent désormais sur les outils d'information du public, les infrastructures de données, la prestation de services, l'autorité religieuse et la préparation institutionnelle. Le rapport élargit la comparaison au-delà du secteur des awqaf pour inclure les fonds de dotation universitaires et les fondations d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie, les agences humanitaires détenant des données personnelles de populations vulnérables, les banques multilatérales de développement, notamment la Banque islamique de développement (Islamic Development Bank), ainsi que les programmes destinés aux organisations à but non lucratif proposés par les principaux fournisseurs d'IA. Des recherches ont été menées dans dix-huit langues. Dans cet ensemble, les données publiques montrent que l'IA sert bien davantage à assister les personnes (recherche documentaire, administration des subventions, traduction, détection des doublons, demandes de renseignements) qu'à prendre des décisions relevant d'une responsabilité confiée. Les institutions dont les informations publiques sont les plus explicites précisent que l'autorité finale demeure humaine. Le rapport décrit ensuite l'« Année de l'IA » d'Awqaf New Zealand en 2026, durant laquelle une petite institution reposant sur le bénévolat a utilisé ChatGPT, Claude, Gemini et Canva pour mener des recherches multilingues, publier, archiver, correspondre et produire des supports pédagogiques. Son étude de cas centrale examine une comparaison, assistée par l'IA, des conditions de prestation des services de qurbani (sacrifice rituel) dans plusieurs juridictions. Cette comparaison a mis en évidence des lacunes dans les documents de l'échantillon et a alimenté une proposition de cadre de services articulé autour de neuf intérêts et de trois niveaux. Le rapport propose un modèle de gouvernance proportionnée pour les petites institutions, organisé en six étapes de contrôle : classer la tâche, autoriser les outils et les données, vérifier les sources primaires, exiger des décisions humaines qualifiées, publier avec transparence, puis surveiller et corriger. Ce modèle est proposé à l'expérimentation et n'est présenté ni comme une décision de charia, ni comme une norme juridique, ni comme une bonne pratique ayant fait l'objet d'un audit. Rédigé du point de vue d'une petite institution d'awqaf, le rapport entend contribuer à une discussion mondiale. Sa principale conclusion est que l'IA ne remplace ni les professionnels ni les bénévoles des awqaf ; elle peut accroître leurs capacités, tout en renforçant leur responsabilité de vérification, de retenue et de gestion éthique des biens confiés.

Mots-clés : awqaf ; intelligence artificielle ; waqf ; fondations caritatives ; gouvernance des organisations à but non lucratif ; capacités bénévoles ; amanah ; recherche multilingue ; qurbani ; charia ; vie privée ; dotations ; protection des données humanitaires ; banques de développement ; Banque islamique de développement (Islamic Development Bank) ; réplication.

> Proposition centrale : l'IA peut accroître la capacité d'action effective des petites institutions d'awqaf animées par des bénévoles. Sa contribution ne devient légitime et durable que si l'institution conserve l'autorité humaine, vérifie les sources, protège les personnes et leurs informations, distingue les propositions des résultats et reste comptable de ce qu'elle publie ou entreprend.

Principaux constats

Un décalage entre adoption et gouvernance. L'enquête NTEN et Bridgespan de 2026 a recueilli 917 réponses de salariés et de dirigeants d'organisations à but non lucratif ; 38,56 % des 404 dirigeants interrogés ont indiqué que des consignes écrites pour un usage sûr et responsable de l'IA étaient déjà en place. Une étude canadienne de 2026 rapporte que 80 % des organismes à but non lucratif utilisaient l'IA sous une forme ou une autre, mais que seuls 10 % disposaient d'une politique formelle sur l'IA et que 64 % n'en avaient aucune. France générosités indique que 86 % des professionnels interrogés utilisaient l'IA dans leur travail, tandis que 47 % le faisaient en dehors d'un cadre défini par leur organisation. En Allemagne, 41 % des 450 fondations interrogées utilisaient l'IA et 16 % supplémentaires envisageaient de le faire. Les populations et les méthodes diffèrent ; ces pourcentages ne constituent pas un classement national comparable. [1-5]

Les discussions sur les awqaf portent déjà sur des applications concrètes. L'Agence indonésienne du waqf (Badan Wakaf Indonesia) propose un assistant public d'IA consacré à la connaissance du waqf ; les orientations saoudiennes pour le secteur des awqaf considèrent l'IA et les bases de données comme des infrastructures ; des institutions malaisiennes intègrent l'IA à leurs plans stratégiques ; le Conseil religieux islamique de Singapour (Majlis Ugama Islam Singapura, MUIS) adopte l'IA générative avec prudence, ses savants conservant la supervision des décisions religieuses définitives ; la direction des awqaf du Qatar a convenu avec une entreprise de technologie financière de développer un projet pilote de plateforme d'IA pour l'analyse, conforme à la charia, de ses placements en actions ; un séminaire de 2025 organisé sous l'égide de la Fondation publique des awqaf du Koweït (Kuwait Awqaf Public Foundation) a recommandé d'utiliser l'IA dans la gestion des dotations, sous supervision religieuse et technique ; enfin, le douzième Forum sur les questions de jurisprudence du waqf a inscrit les awqaf numériques à son programme. Le débat comporte également des critiques de principe : une universitaire koweïtienne considère que la philosophie des systèmes numériques entre en tension avec les finalités du waqf. Un outil annoncé, une ambition stratégique, une recommandation et un déploiement évalué de manière indépendante constituent des catégories de preuves distinctes. [13-18,22-23,39-41,44-48,52-57]

Les fonds de dotation et les fondations utilisent l'IA pour assister les personnes, non pour se substituer à leurs décisions. Le bureau des investissements de l'Université de Californie (Univer-

sity of California) utilise l'IA pour surveiller les risques et détecter les anomalies, en précisant que « la technologie ne remplace pas le jugement ». L'Université Rice (Rice University) qualifie l'IA d'« assistant de recherche infatigable (et parfois trop sûr de lui) ». Des fondations en Finlande, en Norvège, au Danemark et en Suisse utilisent l'IA pour administrer les subventions tout en affirmant que chaque décision d'attribution revient à des personnes, tandis que la Fondation Kone (Kone Foundation), en Finlande, refuse toute utilisation de l'IA pour évaluer les demandes de subvention. Aucune institution examinée n'a été identifiée comme laissant l'IA prendre seule des décisions d'investissement ou de gestion immobilière des dotations. [58-73]

Les agences humanitaires montrent les enjeux des données personnelles. Le Programme alimentaire mondial (World Food Programme, WFP) utilise l'IA pour signaler d'éventuels doublons dans les inscriptions à l'aide, mais « l'outil ne décide pas qui reçoit l'assistance ». Le Conseil norvégien pour les réfugiés (Norwegian Refugee Council, NRC) procède à l'acquisition d'un outil d'IA contrôlé, car des membres de son personnel utilisaient déjà des outils d'IA grand public. La controverse de 2021 sur les données des Rohingyas illustre le coût d'un consentement insuffisant. Au Royaume-Uni, pour le marketing direct utilisant les convictions religieuses, même lorsqu'elles sont déduites, le régulateur recommande d'obtenir un consentement explicite, car les autres conditions applicables à de telles données ont peu de chances de convenir. [74-79,91]

Les banques de développement adoptent l'IA sous contrôle humain, mais pas encore pour les décisions relatives au waqf. La Banque islamique de développement (Islamic Development Bank) utilise un agent consultatif doté d'IA dans ses rapports sur l'efficacité du développement et prévoit une plateforme d'IA unifiée et encadrée ; son Institut dispose d'un assistant d'IA en finance islamique dont les réponses sont examinées par des experts. Aucune preuve n'a été trouvée que son Fonds d'investissement dans les biens awqaf (Awqaf Properties Investment Fund) utilise l'IA pour évaluer ou sélectionner des biens de waqf : les études de faisabilité sont examinées et soumises à un regard critique par son équipe. La Banque mondiale (World Bank) et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (Asian Infrastructure Investment Bank, AIIB) déclarent utiliser l'IA et précisent que des personnes ont vérifié les contenus, tandis que la Banque asiatique de développement (Asian Development Bank) intègre les évaluations des risques numériques aux différentes étapes des projets qu'elle finance. [92-105]

La confiance du public peut évoluer en sens inverse de la productivité. Dans une enquête britannique de 2026, 58 % des répondants désapprouvaient les vidéos caritatives générées par l'IA et 69 % désapprouvaient les images ou récits fictifs, générés par l'IA, de personnes aidées par une association. Il s'agit d'attitudes de répondants britanniques, et non de celles des personnes commandant un qurbani, mais elles mettent en garde contre les contenus synthétiques susceptibles d'être pris pour des preuves concernant de véritables bénéficiaires. [6]

L'expérience d'Awqaf New Zealand. L'IA a aidé une institution bénévole à publier des recherches multilingues, à reconstruire son site internet en six langues, à indexer quinze années d'archives et à gérer sa correspondance. L'examen multilingue des conditions de prestation des services de qurbani a été particulièrement instructif : il a transformé des exemples dispersés en une ré-

flexion structurée sur les droits, les responsabilités et les dispositions absentes. Il n'établit pas que le secteur du qurbani serait dépourvu de droit applicable. [25-27]

Un enseignement pratique sur la gouvernance des données. L'édition gratuite de Google Workspace for Nonprofits comprend l'application Gemini avec des protections des données de niveau entreprise, mais des outils tels que Google Vault et la prévention des pertes de données (Data Loss Prevention) ne figurent que dans les éditions payantes. Une institution doit néanmoins définir ses catégories de données, les modalités de partage et de conservation ainsi que les conditions propres à chaque produit ; un engagement du fournisseur ne constitue pas un audit de conformité achevé. [28-32]

1 Pourquoi ce rapport et pourquoi maintenant ?

Le débat international sur l'IA a rapidement évolué. Certaines organisations souhaitent passer de l'expérimentation aux activités courantes ; d'autres soulignent des risques graves pour la vie privée, l'équité, les compétences professionnelles et la confiance. Les enjeux présentent des particularités pour les institutions d'awqaf. Un waqf peut comprendre des biens affectés à des fins déterminées, des stipulations du fondateur, des obligations religieuses et juridiques, des administrateurs ou *nazirs*, des bénéficiaires, des prestataires spécialisés et une responsabilité de préservation au profit des générations futures. Une procédure plus rapide n'est pas meilleure si elle déforme une distinction de charia ou dissimule l'identité du responsable. [8,12,19,24]

Awqaf New Zealand aborde cette question depuis une position inhabituelle. Ce trust caritatif néozélandais, fondé en 2011, a développé sa recherche grâce au bénévolat et non à un département de recherche financé, bien avant la vague actuelle d'IA générative. Le changement intervenu en 2026 a donc porté sur la capacité d'examiner et de communiquer des travaux déjà engagés, et ne signifie pas que des logiciels ont créé le programme ou remplacé les personnes à son origine. [27]

1.1 Origine dans un débat public

Ce rapport est né d'une discussion de novembre 2026 suscitée par un essai du **Dr Hisham Dafterdar**, administrateur d'Awqaf New Zealand et président d'Awkaf Australia Ltd, qu'il a partagé publiquement au sein du groupe WhatsApp Global Awqaf Forum. Il s'interrogeait sur la manière dont les organismes d'awqaf peuvent utiliser l'IA sans remplacer la finalité spirituelle, le jugement humain responsable et la confiance des parties prenantes par une logique impersonnelle d'automatisation. Ses préoccupations concernant les informations sensibles, l'équité et les obligations fiduciaires constituent un contrepoint important à l'expérience d'une équipe bénévole qui découvre de nouvelles capacités de recherche grâce à l'IA. [24]

Plutôt que de répondre brièvement, Awqaf New Zealand a choisi d'examiner les données internationales dans plusieurs langues et de présenter sa propre expérience dans un rapport ouvert à la discussion publique. L'essai du Dr Dafterdar est une perspective citée et le point de départ de ce travail ; il n'implique ni coauteur ni approbation, et les conclusions du présent document ne doivent être attribuées ni à lui ni à une résolution du conseil d'administration.

Le rapport poursuit quatre objectifs : (i) cartographier les positions internationales importantes, y compris les critiques et les mises en garde ; (ii) distinguer les preuves de mise en œuvre des ambitions et des commentaires ; (iii) expliquer l'expérience pratique d'Awqaf New Zealand et les précautions qui l'ont guidée ; et (iv) proposer une méthode de gouvernance proportionnée, vérifiable par l'expérimentation, pour les institutions reposant sur le bénévolat.

1.2 Un vocabulaire nécessaire

Awqaf désigne le domaine institutionnel des dotations islamiques, et **waqf** une dotation particulière ou l'institution juridique elle-même, selon le contexte. **Fondation** renvoie à la personne morale décrite par chaque source ; toute fondation n'est pas un waqf et tout waqf n'a pas le régime juridique d'une fondation. **IA** englobe les modèles de langage génératifs et d'autres systèmes algorithmiques ; un assistant documentaire, un outil de classification statistique et un système autonome de transactions présentent des risques très différents.

2 Démarche de recherche et critères de preuve

Le présent travail constitue une **revue exploratoire narrative, multilingue et ciblée**, complétée par le récit d'un cas institutionnel. Il ne s'agit ni d'une revue systématique, ni d'un recensement des institutions d'awqaf, ni d'une comparaison juridique exhaustive, ni d'une expérimentation mesurant les effets de l'IA. Les sources ont été identifiées par des recherches publiques dans les publications institutionnelles et universitaires en anglais, arabe, français, allemand, indonésien, malais et turc concernant les awqaf et le qurbani. Les sections suivantes ont élargi la recherche au persan, à l'ourdou et au bengali (autorités nationales des awqaf), au néerlandais, au danois, au norvégien, au suédois, au finnois, au japonais et au coréen (fondations), ainsi qu'à l'espagnol (banques de développement), soit dix-huit langues au total. Les recherches ont été effectuées avec Gemini et ChatGPT, puis leurs résultats confrontés aux sources originales avec Claude. L'absence de résultat dans une langue ne prouve pas que rien n'existe. L'étude privilégie les informations disponibles au 21 novembre 2026.

Les sources ont été classées par ordre de priorité comme suit : rapports originaux décrivant leur échantillon ou leur méthode ; orientations des autorités de régulation et des organisations ; pages institutionnelles originales présentant des outils ou programmes d'awqaf ; travaux universitaires ; et, si nécessaire, agences de presse réputées rapportant des annonces officielles attribuées à des responsables nommés. Les sources secondaires n'ont pas été considérées comme la preuve qu'un projet annoncé avait atteint ses objectifs. Les pourcentages d'enquête reposent sur des dénominateurs différents et ne sont regroupés qu'à des fins de comparaison qualitative. Les résultats non anglophones sont reformulés en anglais dans l'édition de référence, les titres originaux étant conservés dans les références.

Catégorie de preuve	Ce qu'elle permet d'établir	Ce qu'elle ne permet pas d'établir à elle seule
Enquête précisant son échantillon et sa méthode	Prévalence ou attitudes déclarées parmi ses répondants	Comparaison universelle ou effet de causalité
Page officielle d'un programme ou outil d'awqaf	Capacité annoncée publiquement ou accessible	Exactitude, efficacité, adoption ou assurance de qualité
Thème de conférence ou annonce de politique	Existence d'un débat institutionnel ou scientifique	Mise en œuvre opérationnelle
Texte juridique, réglementaire ou fatwa	Position déclarée de l'autorité qui l'a émis	Application automatique à tout pays ou cas
Archive ou publication d'Awqaf New Zealand	Travail déclaré et statut qui lui est attribué	Avantages contrôlés par un audit indépendant ou économies mesurées
Comparaison ou synthèse générée par l'IA	Hypothèse, index ou projet de texte utile	Source primaire vérifiée ou décision faisant autorité

Une deuxième distinction traverse l'ensemble du rapport : une *intention écrite*, un *travail en cours*, une *approbation formelle*, un *service opérationnel* et un *résultat vérifié* constituent des états différents. Ils ne doivent pas être confondus dans une seule catégorie intitulée « innovation ». Cette règle s'applique aux sources extérieures comme aux travaux d'Awqaf New Zealand.

3 Le décalage international entre adoption et gouvernance : organismes caritatifs, dotations, agences humanitaires, banques de développement et fournisseurs

3.1 Ce qu'établissent les enquêtes comparatives

Les études suivantes fournissent les données quantitatives les plus solides et les plus largement pertinentes repérées pour cette revue. Elles décrivent leurs propres répondants, et non l'ensemble du secteur mondial des awqaf.

Étude, année et population	Constat relatif à l'utilisation	Constat relatif à la gouvernance	Limite
NTEN et Bridgespan, 2026 : 917 professionnels d'organisations à but non lucratif, principalement aux États-Unis	L'adoption et les attentes diffèrent entre dirigeants et personnel de terrain	38,56 % des 404 dirigeants ont déclaré que des directives écrites étaient en place	Individus interrogés, pas recensement des organisations [1]
Imagine Canada et partenaires, 2026 : enquête nationale auprès d'organisations à but non lucratif	80 % ont déclaré utiliser l'IA dans au moins une activité	10 % disposaient d'une politique formelle sur l'IA ; 64 % n'en avaient aucune	Secteur canadien uniquement [2]
France générosités, juin 2026 : 375 professionnels issus de 199 organisations	86 % utilisaient l'IA dans leur travail	47 % l'utilisaient en dehors d'un cadre défini par leur organisation	Répondants individuels, pas mesure de l'adoption par chaque organisation [3]
France générosités et Don en Confiance, mars 2026 : guide pratique	Pas une enquête	Recommande de répartir les responsabilités et d'adopter une charte éthique ou une politique d'utilisation de l'IA	Recommandations, pas mesures [4]
Association fédérale des fondations allemandes (Bundesverband Deutscher Stiftungen), 2026 : 450 fondations	41 % utilisaient l'IA ; 16 % envisageaient de l'adopter	La pratique précède souvent l'établissement de règles formelles	Fondations de droit civil, pas awqaf islamiques [5]

Le schéma récurrent est celui d'un enthousiasme et d'expérimentations individuels qui progressent plus vite que les règles organisationnelles, la formation commune et la reddition de comptes. Une organisation peut utiliser l'IA quotidiennement sans avoir répondu aux questions fondamentales : qui est autorisé à l'utiliser, quelles données sont admissibles, que faut-il vérifier et qui approuve le résultat ? [1-5]

L'étude allemande constate également que l'utilisation de l'IA est corrélée à la taille des organisations et à leurs effectifs. Cela laisse entrevoir un risque de nouvelle fracture en matière de capacités pour les organismes animés par des bénévoles, même lorsque les outils sont largement accessibles. L'expérience d'Awqaf New Zealand suggère une réponse : mutualisation des compétences, procédures réutilisables et vérification partagée, à condition que les garanties accompagnent les méthodes. [5]

3.2 Gouverner l'IA ne revient pas à compter ses utilisateurs

Il est plus facile de recueillir des statistiques d'utilisation que de mesurer les résultats en matière d'intérêt général. Une association peut produire davantage de messages sans que cela prouve que les destinataires sont mieux servis ; un dispositif automatisé de sélection peut être plus rapide

sans que cela démontre son équité. Le Centre pour une philanthropie efficace (Center for Effective Philanthropy) a constaté que 90 % des dirigeants de fondations interrogés indiquaient que leur fondation ne fournissait ni financement ni soutien non financier aux bénéficiaires de subventions pour utiliser l'IA, ce qui laisse ouverte la question de savoir si les capacités d'IA les aident effectivement à accomplir leur mission. [7]

Les autorités de régulation renforcent ce constat. La Commission australienne des organismes caritatifs et à but non lucratif (Australian Charities and Not-for-profits Commission) recommande aux organismes de gérer les risques propres à leurs activités, notamment la qualité des données, et rappelle aux responsables leurs obligations en vertu des normes de gouvernance, tout en notant que l'Australie ne possède pas de cadre réglementaire formel spécifique à l'IA. Dans son évaluation des risques du secteur caritatif de 2026, la Commission des organismes caritatifs pour l'Angleterre et le pays de Galles (Charity Commission for England and Wales) identifie les inscriptions frauduleuses et les demandes de subvention frauduleuses assistées par l'IA parmi les risques technologiques émergents et attend des administrateurs une supervision active. [8-9]

3.3 Perception du public : un avertissement pour la communication

Une étude YouGov publiée le 19 novembre 2026 a interrogé 2 097 adultes en Grande-Bretagne en août 2026. Une majorité désapprouvait les histoires ou images fictives de bénéficiaires générées par l'IA (69 %), les appels aux dons personnalisés par l'IA à partir de l'historique des dons (59 %) et les vidéos caritatives générées par l'IA (58 %). La synthèse des rapports internes était l'utilisation la mieux acceptée (42 % la jugeaient acceptable, 32 % non acceptable), mais aucune utilisation testée n'a recueilli l'approbation de la majorité. Il s'agit d'opinions d'adultes britanniques, non d'une étude sur les personnes commandant des qurbani. [6]

La conséquence pour Awqaf New Zealand n'est pas « ne produisez pas de dessins animés ». Une famille d'animaux manifestement fictive expliquant la responsabilité de gestion est sensiblement différente d'une photographie générée suggérant qu'une véritable famille a reçu une prestation. La règle proposée sépare **l'imaginaire pédagogique** des **preuves opérationnelles** : présenter les dessins animés comme tels, formuler les engagements factuels dans un texte ordinaire et documenter l'exécution des services au moyen de pièces authentiques, jamais de scènes générées.

3.4 Fonds de dotation universitaires : l'IA comme assistant de recherche, non comme autorité d'investissement

Les grands fonds de dotation universitaires partagent certaines préoccupations déterminantes avec le secteur des awqaf : un capital destiné à durer indéfiniment, des règles de dépense et des obligations envers les générations futures. Ce sont des réserves de placements séculières ; la comparaison concerne donc la gouvernance et non la finalité religieuse. Cette revue distingue l'IA utilisée par le bureau chargé de gérer la dotation des entreprises d'IA dans lesquelles celui-ci investit ; seule la première catégorie est présentée ici.

Les informations publiquement disponibles sont limitées. Aucune utilisation interne de l'IA par les bureaux d'investissement de Harvard, Yale, Stanford, du Massachusetts Institute of Technolo-

gy (MIT), de Princeton ou du Wellcome Trust n'a pu être vérifiée à partir de sources publiques. En 2024, un projet de fin d'études de master à Harvard a permis de réaliser, avec le personnel de Harvard Management Company, un prototype d'extraction des clauses de contrats de sociétés en commandite, mais ses auteurs ont décrit le déploiement comme un objectif espéré, non comme une réalisation. [65]

Lorsqu'il existe des informations, elles décrivent une fonction d'assistance placée sous autorité humaine. Le bureau des investissements de l'Université de Californie (University of California) déclare que l'IA « éclaire la manière dont nous surveillons les risques, analysons les performances et détectons même les anomalies dans des flux de retraite de plusieurs milliards de dollars », et que « la technologie ne remplace pas le jugement, elle l'améliore ». Le rapport de dotation 2025 de l'Université Rice (Rice University) décrit l'IA comme « un assistant de recherche infatigable (et parfois trop sûr de lui) », introduit selon une approche « ramper, marcher, courir » dans un environnement sécurisé « clos et protégé », afin que « l'innovation ne devance pas la supervision ». Global Endowment Management (GEM), qui investit pour des fonds de dotation et des fondations, utilise l'IA pour accélérer la collecte de données et la préparation des réunions, mais s'est « délibérément abstenu de déléguer à l'IA la prise des décisions d'investissement ». [58-60]

D'autres se préparent avec prudence. Le bureau d'investissement de l'Université de Cambridge (University of Cambridge) a d'abord migré son infrastructure informatique et obtenu l'accréditation de sécurité Cyber Essentials, avant de prévoir ses « premières étapes mesurées » avec des outils d'IA en 2026. Le bureau de gestion de la dotation de l'Université d'Oxford (Oxford University) a présenté, par l'intermédiaire du cabinet-conseil qui l'a conçu, un outil permettant aux analystes d'interroger les rapports trimestriels des gestionnaires, avec des réponses reliées à leurs sources ; fin 2024, il était décrit comme « en cours d'essai dans les opérations quotidiennes ». Le conseil d'administration de la société d'investissement de l'Université du Texas (University of Texas) a été informé en 2026 des initiatives de montée en compétences du personnel en matière d'IA, tandis que le gestionnaire des placements du Fonds fiduciaire de la Fondation Gates (Gates Foundation Trust) recrutait pour développer l'IA générative dans son équipe juridique. [61-64]

3.5 Fondations situées hors du monde anglophone

Une recherche en allemand, français, néerlandais, danois, norvégien, suédois, finnois, japonais et coréen a fait apparaître les preuves les plus solides de l'utilisation de l'IA par des fondations dans leur propre administration, principalement pour le traitement des demandes de subvention. [66-73]

Fondation	Utilisation de l'IA	Limite déclarée ou statut
Fondation culturelle finlandaise (Suomen Kulttuurirahasto)	Des fonctions d'IA de Microsoft Azure OpenAI aident à organiser et à résumer les demandes de subvention depuis l'automne 2025	« L'IA ne prend pas de décisions concernant les bénéficiaires de subventions » ; les données des candidatures ne servent pas à entraîner les modèles
Sparebankstiftelsen DNB, Norvège	L'IA aide au traitement des demandes jusqu'à 50 000 NOK et rédige des résumés des demandes de subvention	« Toutes les demandes sont toujours évaluées par l'administration et font l'objet d'une décision du conseil d'administration » ; les textes sont révisés avant publication
SpareBank 1 Stiftelsen BV, Norvège	L'IA assiste l'évaluation des demandes ; assistant destiné aux candidats (« Iver »)	Signale que le contenu des demandes est partagé avec OpenAI ; les conversations sont conservées jusqu'à 60 jours
Villum Fonden, Danemark	L'IA peut contribuer à préparer et à traiter les demandes	« La fondation n'utilise pas l'IA pour la décision finale » d'attribution ; toutes les productions de l'IA sont vérifiées par des personnes
Fonds national suisse de la recherche scientifique (Swiss National Science Foundation)	Expérimente l'apprentissage automatique pour suggérer des évaluateurs appropriés	Les évaluateurs se forgent d'abord leur propre opinion ; l'IA « peut soutenir leur travail, et non le remplacer » (règles du 20 août 2026)
VolkswagenStiftung, Allemagne	IA interne pour la traduction et la rédaction de textes	Soumise à des directives internes sur l'IA concernant la protection des données et l'intégrité
Fonds culturels néerlandais	Projets pilotes encadrés dans l'administration des subventions	Les membres des commissions consultatives ne peuvent pas recourir à l'IA générative pour l'évaluation de fond
Fondation Kone (Kone Foundation), Finlande	Aucune utilisation pour les décisions de subvention	« N'utilise pas l'IA pour évaluer les demandes ni décider des financements »

Deux constats se dégagent. Premièrement, une même technologie fait l'objet de choix de gouvernance opposés dans des institutions reconnues : certaines l'utilisent pour contribuer au traitement des subventions, d'autres refusent son emploi dans l'évaluation, et ces deux positions constituent des choix légitimes. Deuxièmement, chaque déclaration autorisant l'IA précise aussi où commence l'autorité humaine.

3.6 Agences humanitaires : les personnes derrière les données

Les agences humanitaires détiennent des données personnelles concernant des personnes qui ne peuvent souvent pas refuser de les communiquer. Elles constituent donc la comparaison la plus pertinente pour les bénéficiaires du qurbani. Le *Manuel sur la protection des données dans l'action humanitaire* (Handbook on Data Protection in Humanitarian Action), troisième édition, 2024, du Comité international de la Croix-Rouge (International Committee of the Red Cross, ICRC), comporte un chapitre sur l'IA et aborde le consentement avec prudence lorsque l'aide dépend de l'inscription des personnes. [74]

Le service de détection des inscriptions en double (Enterprise Deduplication Service) du Programme alimentaire mondial (World Food Programme, WFP) compare les noms et les photographies afin de signaler d'éventuels doubles enregistrements pour l'aide alimentaire. Il est déployé au Mali et expérimenté dans sept autres pays, et le WFP fait état d'économies supérieures à US$431 000 en six mois durant l'année 2025. Un membre du personnel examine chaque signalement : « l'outil ne décide pas qui reçoit l'assistance ». Chaque nouveau contexte fait l'objet d'une évaluation des risques pour la vie privée avant le déploiement. [75]

L'appel d'offres d'avril 2026 du Conseil norvégien pour les réfugiés (Norwegian Refugee Council, NRC) concernant un outil d'IA se montre inhabituellement explicite : « de plus en plus, des membres du personnel du NRC se tournent vers des outils d'IA grand public ». Sa réponse n'a pas été l'interdiction, mais l'acquisition d'un outil contrôlé destiné à plus de 500 membres du personnel, exigeant que les requêtes « restent dans l'environnement dédié au NRC et ne soient pas utilisées pour l'entraînement général », dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et du règlement européen sur l'IA (EU AI Act). La politique de confidentialité du NRC établit une distinction directement pertinente pour la distribution du qurbani : une assistance ne peut être refusée que lorsqu'une personne s'oppose à un traitement strictement nécessaire à son admissibilité ; les personnes qui refusent des utilisations facultatives de leurs données doivent continuer à être servies. [76-77]

Le coût d'un consentement insuffisant est documenté. En 2021, Human Rights Watch a rapporté que les données de réfugiés rohingyas enregistrés par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (United Nations High Commissioner for Refugees, UNHCR) au Bangladesh avaient été transmises par le gouvernement bangladais au Myanmar et que la plupart des personnes interrogées ne comprenaient pas que cela se produirait ; le HCR a contesté certains aspects de ce récit. Il s'agissait d'une défaillance de la gouvernance des données et non d'une défaillance de l'IA, mais cette dernière facilite le rapprochement et le partage de telles données. [78]

3.7 Programmes des fournisseurs de technologies pour les organismes à but non lucratif

Les principaux fournisseurs d'IA proposent désormais des offres à tarif réduit pour les organisations à but non lucratif ainsi que des orientations de gouvernance. Le tableau reprend les faits figurant sur les propres pages de chaque fournisseur en novembre 2026 ; les prix évoluent et doivent être vérifiés de nouveau.

Fournisseur	Offre destinée aux organismes à but non lucratif (selon la publication)	Ressource de gouvernance	Utilisation par défaut des données pour l'entraînement (offres professionnelles)
Google	Application Gemini incluse dans l'édition gratuite Workspace for Nonprofits ; tarifs réduits sur les éditions payantes	Google.org, *AI Readiness Playbook for Funders* (2026)	Non utilisées pour entraîner les modèles
Microsoft	Offres Microsoft 365 et Copilot à tarif réduit	*AI Governance Framework for Nonprofits* (2024)	Les données de l'organisation ne sont pas utilisées pour entraîner les modèles
Anthropic	Claude Team à US$8 par utilisateur et par mois ; environ US$3 dans les pays à revenu faible ou intermédiaire ; jusqu'à 75 % de réduction sur Enterprise	Formation *AI Fluency for Nonprofits*	Non utilisées par défaut pour entraîner les modèles
OpenAI	ChatGPT Business à US$8 par utilisateur et par mois (abonnement annuel) ; jusqu'à 75 % de réduction sur Enterprise	Ressources pour les organisations à but non lucratif dans OpenAI Academy	Non utilisées pour entraîner les modèles

Chaque programme laisse les mêmes responsabilités à l'organisme caritatif : classer les données avant leur saisie, vérifier les résultats, prévoir les coûts récurrents et décider de ce que l'IA peut ou ne peut pas faire. Une réduction tarifaire ne transfère aucune de ces obligations. [28-29,80-82]

Déclaration de transparence : ce rapport a été rédigé en grande partie avec Claude (Anthropic) et ChatGPT (OpenAI), avec des révisions de Gemini (Google), et Awqaf New Zealand utilise Google Workspace for Nonprofits. Chaque fournisseur est donc décrit sous le même format, à partir des seules informations qu'il publie, sans classement ni recommandation.

3.8 Banques de développement : l'IA institutionnelle et l'IA dans les projets financés

Les banques multilatérales de développement importent au secteur des awqaf pour deux raisons. Elles financent directement des biens de waqf et des activités de finance sociale islamique, et elles commencent à publier des informations sur leur propre utilisation de l'IA. Leurs données doivent être examinées à deux niveaux distincts : l'IA utilisée par la banque dans ses bureaux et les garanties applicables aux personnes concernées par les projets qu'elle finance. Une politique interne d'IA satisfaisante ne prouve pas que le registre des bénéficiaires, le système biométrique ou le prestataire d'un emprunteur respecte la même norme. [92-105]

Le Groupe de la Banque islamique de développement (Islamic Development Bank Group). La Banque islamique de développement (IsDB) est la banque la plus pertinente pour les institutions d'awqaf, car son Fonds d'investissement dans les biens awqaf (Awqaf Properties Investment Fund, APIF) finance depuis 2001 des biens de waqf générateurs de revenus dans des pays membres et non membres. Quatre catégories de preuves sont désormais publiques et ne doivent pas être confondues :

- *Orientation institutionnelle.* Dans un article de septembre 2026, le directeur général des services institutionnels de l'IsDB a qualifié l'IA de « levier stratégique » de la transformation du Groupe et a déclaré que celui-ci « œuvre à la mise en place d'une plateforme d'IA unifiée et bien gouvernée », dont les principes fondamentaux sont « la gouvernance, la sécurité, l'éthique, la responsabilité et la supervision humaine ». Il s'agit d'une orientation en faveur d'une plateforme prévue, non de la preuve d'un déploiement achevé ; aucune politique autonome sur l'IA applicable à l'ensemble du Groupe n'a été trouvée. [92]
- *Un outil interne identifié.* Les rapports annuels sur l'efficacité du développement de 2025 du Groupe IsDB (juin 2026) décrivent un agent consultatif ADER doté d'IA, qui contribue à l'analyse, à la cohérence et à l'examen transversal des secteurs dans les rapports sur l'efficacité du développement. Il sert à assister une équipe de rédaction de rapports, et non à remplacer l'évaluation ou le jugement. [93]
- *Outils de connaissance et formation de l'Institut de la Banque islamique de développement (IsDB Institute).* L'assistant d'intelligence artificielle en finance islamique (Islamic Finance Artificial Intelligence Assistant, IFAA) de l'Institut a été présenté au personnel de l'IsDB en août 2024 comme « un agent conversationnel fondé sur l'IA, entraîné à partir de publications évaluées par les pairs sur la finance islamique », des spécialistes examinant et améliorant ses réponses pour en assurer l'exactitude. Le rapport annuel 2025 de l'Institut (juin 2026) indique que l'IFAA a été amélioré. Avec le Fonds monétaire arabe (Arab Monetary Fund), l'Institut a formé en novembre 2025 32 professionnels issus de banques centrales et d'institutions financières arabes à l'IA dans la finance islamique, notamment à ses contrôles conformes à la charia. [94-96]
- *Prototypes.* Lors du concours de compétences en IA appliquée à la finance islamique organisé par l'Institut à Bakou (juin 2026), le projet classé troisième était un « Système de bons intelligents, gestion du statut des bénéficiaires » (Smart Voucher System - Beneficiary Status Management), distingué pour ses applications à la distribution de la zakat et au suivi du parcours des bénéficiaires. Il s'agit d'un prototype présenté dans un concours. Aucune preuve n'a été trouvée de son utilisation dans un registre national de zakat ou pour décider de versements réels. [97]

Les éléments *non trouvés* sont tout aussi importants. Aucune source publique ne montre que l'APIF utilise l'IA pour valoriser des biens de waqf, interpréter des actes de fondation, sélectionner des projets ou affecter des investissements. Selon les propres indications de l'APIF, une étude de faisabilité, généralement préparée par un consultant indépendant, « est examinée et soumise à une analyse critique par l'équipe de l'APIF au cours de la phase d'évaluation ». Le Fonds demande

également aux candidats des actes de waqf, des pièces institutionnelles et des renseignements sur les administrateurs, ce qui montre pourquoi toute future utilisation de l'IA pour lire des documents chez un financeur de waqf exigerait d'abord une évaluation claire des risques pour la vie privée. Plusieurs programmes concernant les awqaf figurent dans le rapport 2025 de l'Institut à côté de l'IFAA, notamment les zones franches d'awqaf, sans qu'il faille présumer qu'ils utilisent l'IA. [95,98]

Autres banques de développement. La tendance générale est similaire : l'IA aide le personnel, les productions sont vérifiées par des personnes et son utilisation est déclarée.

Banque mondiale (World Bank)	Interface interne mAI utilisant ChatGPT 5 et Copilot	Le *Rapport sur le développement dans le monde 2026* (World Development Report 2026) indique que « tous les jugements analytiques, les interprétations des politiques et les conclusions ont été élaborés, examinés et vérifiés par l'équipe des auteurs »	Vérifié
Banque asiatique de développement (Asian Development Bank)	Examen de documents assisté par l'IA prévu dans une évaluation du Fonds asiatique de développement	*Digital ADB 2026-2030* (juillet 2026) prévoit une gouvernance spécifique à l'IA et des évaluations des risques numériques « systématiquement intégrées aux étapes clés du cycle de vie des projets » ; le document méthodologique de l'évaluation (août 2026) précise que « toutes les productions assistées par l'IA feront l'objet d'un examen humain, de vérifications croisées et d'une triangulation »	Vérifié
Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (Asian Infrastructure Investment Bank)	IA utilisée pour contribuer à la préparation d'une publication de 2026 ; son rapport annuel 2025 indique le lancement d'une plateforme interne d'IA procurant au personnel des « capacités d'IA sécurisées et soumises à une gouvernance institutionnelle »	« L'ensemble du contenu a été examiné par le personnel de l'AIIB »	Déclaration vérifiée ; plateforme signalée par l'AIIB (performance non évaluée de manière indépendante)
Banque interaméricaine de développement (Inter-American Development Bank)	IINA, assistant interne qui interroge plus de 900 documents publics, et Aurora, plateforme interne multi-assistants d'IA générative	Présentés parmi les « projets, prototypes et projets pilotes » dans le *Tech Report: Generative AI* (mars 2025)	Vérifiés en tant que prototypes ou projets pilotes ; statut opérationnel non précisé

Banque	Utilisation interne de l'IA identifiée	Supervision et transparence	Statut dans ce rapport
Banque européenne pour la reconstruction et le développement (European Bank for Reconstruction and Development, EBRD)	Un « agent conversationnel d'intégrité » destiné au personnel de conformité, présenté comme en développement	Sa politique environnementale et sociale de 2024 couvrirait les risques de protection des données et de respect de la vie privée dans les activités des clients	Allégué, non confirmé de manière indépendante

L'enseignement le plus utile pour les institutions d'awqaf provient de la Banque asiatique de développement : elle traite le risque lié à l'IA comme un élément de l'évaluation des projets, à chaque étape de leur cycle de vie, et non comme une question technologique distincte. Les déclarations de la Banque mondiale et de l'AIIB illustrent une seconde pratique à reproduire : préciser simplement que l'IA a été utilisée et que des personnes ont contrôlé le résultat. [99-105]

Une recherche effectuée avec Gemini a également rapporté que l'agence nationale indonésienne de la zakat (BAZNAS) utilisait un système d'appui par l'IA pour la gestion de la zakat, en citant un article de sa revue de recherche. Ce rapport n'a pas pu confirmer la portée ni le statut du système et ne consigne donc cette information que comme une allégation. [106]

Questions à poser pour tout projet de waqf ou de zakat assisté par l'IA et financé par une banque de développement. Avant la mise en œuvre d'un tel projet, une institution d'awqaf devrait pouvoir répondre aux questions suivantes : qui contrôle les données personnelles des fondateurs, des bénéficiaires, des locataires et des administrateurs ; un bénéficiaire peut-il emprunter une voie non biométrique ou non automatisée ; le fournisseur peut-il réutiliser les dossiers ; comment un signalement erroné de fraude ou d'inadmissibilité est-il expliqué et corrigé ; et quelle autorité de charia approuve les règles d'admissibilité et d'utilisation des actifs ? Les sources publiques examinées ne répondent pas à ces questions pour les différentes banques. Il s'agit d'une liste de contrôle, et non d'un constat de défaillance.

4 Évolution du débat dans les secteurs des awqaf et de la finance sociale islamique

4.1 Indonésie : information du public sur le waqf

L'Agence indonésienne du waqf (Badan Wakaf Indonesia, BWI) propose un service public appelé *Literasi Wakaf AI Assistant*, qui répond aux questions concernant les catégories de waqf, la réglementation, la constitution d'un waqf et les démarches pour devenir un *nazir* professionnel. Une page distincte présente des réserves d'utilisation. Il s'agit d'un exemple visible d'une autorité des awqaf utilisant l'IA pour informer le public sur le waqf. La page publique n'indique pas comment les réponses sont vérifiées ; elle ne permet donc pas, à elle seule, d'en établir l'exhaustivité ni l'aptitude à fonder une appréciation juridique. [13]

La question de gouvernance comporte deux volets : comment une institution peut-elle rendre les informations sur le waqf accessibles dans la langue courante et comment peut-elle éviter qu'une explication interactive soit prise pour une décision faisant autorité ? Cette question devient plus délicate pour les publics multilingues peu familiers du vocabulaire technique du fiqh.

4.2 Arabie saoudite : infrastructures de données et renforcement du secteur

Les documents consacrés au renforcement du secteur de l'Autorité générale des awqaf d'Arabie saoudite (General Authority for Awqaf) identifient les services technologiques, les bases de données et l'IA comme des composantes de l'infrastructure technique du secteur, aux côtés du soutien juridique et réglementaire, de l'information spécialisée fiable, de la gouvernance, des compétences humaines et de la coordination. Il convient d'y voir avant tout **un programme de développement institutionnel**, et non la preuve qu'une application particulière d'IA aurait produit des avantages mesurés. [14]

L'enseignement est que l'IA apporte le plus de valeur lorsqu'il existe déjà des pièces juridiques fiables, des données dignes de confiance et des administrateurs formés. Aussi sophistiquée soit-elle, elle ne peut corriger à elle seule l'absence de titres de propriété ni concilier des stipulations contradictoires.

4.3 Malaisie : stratégie, valeurs et jugement institutionnel

Le 14 mai 2026, le Conseil religieux islamique des territoires fédéraux (Federal Territories Islamic Religious Council, MAIWP) a lancé son plan stratégique 2026 à 2030, qui intègre des technologies avancées, dont l'IA, pour que les décisions reposent sur des données et qu'« aucun asnaf ne soit laissé de côté », à mesure que le nombre de nouveaux bénéficiaires de la zakat augmente. Le lancement d'un plan stratégique ne constitue pas un audit des résultats des décisions d'admissibilité. [15]

Le 27 juillet 2026, lors de la Convention internationale sur le waqf et la prédication (International Waqf Dakwah Convention) à Kuala Lumpur, le Premier ministre malaisien a invité les institutions de waqf à adopter la numérisation et l'IA sans perdre la foi, l'éthique et les valeurs morales ; la convention a notamment décidé de recourir à la technologie et à la numérisation dans la gestion du waqf. En septembre 2026, la douzième Conférence internationale sur les mosquées, la zakat et le waqf (International Conference on Mosque, Zakat and Waqf, IMAF 2026), organisée à l'Universiti Islam Selangor, avait pour thème « Transformation numérique et intelligence artificielle dans la gestion des mosquées, de la zakat et du waqf ». Les institutions malaisiennes débattent ainsi à la fois de la possibilité de mieux comprendre les besoins et des questions éthiques entourant les décisions d'attribution de l'aide. [16-17]

4.4 Türkiye : un fondement juridique plutôt qu'un argument centré sur la technologie

L'article en langue turque de Burcu Şenlikoğlu, publié en 2025, examine l'utilisation de l'IA dans les activités des fondations sous l'angle de la réglementation juridique et des exemples d'application. Il conclut que l'IA peut être utilisée pour la création, la gestion et les activités liées à l'objet

des fondations, tout en analysant ses aspects négatifs et les questions qu'elle soulève au regard des données personnelles. Ce cadre juridique corrige utilement les discours promotionnels qui traitent un système d'IA comme s'il pouvait lui-même exercer une fonction fiduciaire. Il s'agit d'une analyse universitaire portant sur sa propre juridiction, non d'une règle applicable aux organismes d'awqaf d'autres pays. [18]

4.5 Égypte : la frontière entre assistance et autorité religieuse

En septembre 2025, la Maison égyptienne de la fatwa (Dar al-Ifta al-Misriyyah) a jugé qu'il n'était pas permis de s'appuyer sur des applications d'IA pour obtenir des fatwas, aucun logiciel n'étant à ce jour capable d'égaler le mufti qualifié dans l'appréciation du temps, du lieu et de la situation personnelle. Une autre décision, rendue en 2025, autorise l'utilisation de l'IA comme aide à la production de contenus scientifiques lorsque l'auteur demeure le contributeur principal, vérifie les informations et en indique les sources, mais interdit de présenter comme sien un travail entièrement généré par l'IA. En mars 2026, l'institution a autorisé le recours à des rapports médicaux assistés par l'IA, examinés, approuvés et signés par le médecin superviseur, tout en rejetant la confiance accordée à des résultats d'IA sans supervision. [19-21]

Ces décisions répondent à des questions distinctes et ne doivent pas être amalgamées en un seul jugement sur la technologie. Ensemble, elles illustrent un principe utilisable par toute institution d'awqaf : **la licéité et les risques de l'assistance dépendent de la tâche et de l'autorité qu'elle requiert**. Un modèle qui localise une source, rédige une explication, recommande un bénéficiaire ou prétend émettre une fatwa n'accomplit pas des tâches interchangeables.

4.6 Koweït : les awqaf numériques au programme du fiqh

En février 2025, la Fondation publique des awqaf du Koweït (Kuwait Awqaf Public Foundation), en collaboration avec l'Organisation internationale de bienfaisance islamique (International Islamic Charity Organization) et le Forum international des organisations de développement (International Forum of Development Organizations), a organisé un séminaire sur les awqaf numériques à l'Université islamique internationale de Malaisie (International Islamic University Malaysia), à Kuala Lumpur. Les séances portaient sur les fondements de charia, la forme juridique, la gouvernance, les caractéristiques techniques et les applications pratiques des awqaf numériques, notamment un travail sur la chaîne de blocs et l'IA. Les recommandations adoptées par les participants préconisent d'utiliser l'IA pour analyser les données des awqaf numériques, améliorer l'efficacité des investissements et soutenir les décisions stratégiques. Le même document appelle à la création d'un organisme central et à une réglementation claire des awqaf numériques, à des normes religieuses et techniques, à des comités d'examen religieux et technique, à des rapports périodiques de transparence et à des indicateurs clés de performance mesurant l'impact sur le développement et les finances. L'IA est ainsi replacée dans un cadre de gouvernance et non considérée comme une fin en soi. Il s'agit de recommandations, et non d'une réglementation adoptée ou de la preuve de systèmes opérationnels. [39]

Les documents de travail du séminaire font également apparaître un véritable désaccord scientifique. La Dre Sara Mutla Al-Qahtani, de l'Université du Koweït, a soutenu que la philosophie des systèmes numériques entre en tension avec les objectifs du waqf selon la charia : des données constituées en biens de waqf peuvent avoir une provenance incertaine et ne pas être sous le contrôle libre et licite de leur propriétaire ; les normes numériques tendent à orienter l'usage vers des finalités matérielles qui méconnaissent les stipulations des fondateurs ; et l'absorption du waqf par les systèmes numériques risque de le réduire à une fonction de financement. Elle a conclu qu'une position stabilisée sur la gouvernance (*nazara*) des awqaf numériques exige des initiatives de gouvernance des données et des orientations éthiques considérant les outils numériques comme des moyens et non comme des fins. Il s'agit de l'argument d'une universitaire, et non d'un consensus ni d'une conclusion selon laquelle l'IA serait illicite, mais il constitue un correctif utile aux approches exclusivement enthousiastes. D'un point de vue technique, le Dr Omran Salem a identifié les lacunes réglementaires, les risques de cybersécurité et la faible culture technologique comme principaux défis, et proposé des audits ainsi qu'une certification indépendants et périodiques des plateformes numériques de waqf au regard de normes de sécurité, de charia, d'administration et de protection des données. [41]

Le douzième Forum sur les questions de jurisprudence du waqf, organisé tous les deux ans par la Fondation, a retenu deux thèmes directement pertinents. Le premier concerne les règles du waqf monétaire temporaire, notamment ses similitudes et ses différences avec le *qard hasan*, ou prêt bienveillant sans intérêt. Le second concerne le fondement de charia des awqaf numériques : leur définition, leur légitimité et leurs formes, le contrôle de conformité à la charia, les conditions permettant à une personne d'exercer la fonction de nazir, la modification des stipulations du fondateur, l'emploi des revenus et les applications pratiques. Le thème est formulé autour des plateformes électroniques et des technologies émergentes. Les discussions du Forum sur les awqaf numériques sont pertinentes pour de futures questions sur l'administration assistée par l'IA, mais le document publié définissant ses sujets de recherche ne tranche pas expressément ces questions. À la connaissance d'Awqaf New Zealand au moment de la rédaction, le Forum ne s'est pas encore tenu et n'a émis aucune résolution ; sa position ne doit donc pas être anticipée. [40]

Déclaration d'intérêt : Awqaf New Zealand a un intérêt direct pour le premier thème du Forum. Son modèle de waqf monétaire temporaire repose sur la distinction avec le qard hasan, et l'auteur a suivi et commenté les travaux préparés sur ce thème (section 7.1).

4.7 Singapour : gestion professionnelle des actifs de waqf et adoption prudente de l'IA

Singapour est largement considéré comme un modèle d'administration professionnelle des awqaf et illustre la manière dont une gouvernance établie peut encadrer l'adoption de l'IA. En vertu de la loi sur l'administration du droit musulman (Administration of Muslim Law Act, AMLA), la propriété de tous les biens de waqf est attribuée au Conseil religieux islamique de Singapour (Majlis Ugama Islam Singapura, MUIS). Les actifs sont gérés par sa filiale entièrement détenue, Warees Investments, ainsi que par des *mutawallis* approuvés par le Conseil du MUIS, conformément aux intentions de chaque fondateur ; les mutawallis doivent aussi présenter des états financiers audités. Depuis 2012, le programme de revitalisation des awqaf (Wakaf Revitalisation Scheme), admi-

nistré par Warees, repère des biens susceptibles d'être valorisés ou réaménagés pour améliorer les revenus des bénéficiaires, tandis que la substitution d'actifs (*istibdal*) repose sur des orientations émises par le Comité des fatwas de Singapour en octobre 1985. Lors de la distribution des revenus du waqf en 2026, le directeur général du MUIS a décrit cette démarche comme « la protection d'une amanah » et annoncé que S$8,48 millions de revenus de waqf seraient distribués cette année-là. [44-46]

L'approche du MUIS à l'égard de l'IA est délibérément prudente. Dans une réponse parlementaire du 26 février 2026, le MUIS a indiqué qu'il adoptait l'IA générative avec discernement et des garanties, a mis en garde contre les risques liés à son utilisation comme source principale d'orientation religieuse et a précisé que les *asatizah* qualifiés « continuent d'exercer une supervision sur les décisions religieuses définitives ». IftaSG, initiative du Laboratoire de fatwa (Fatwa Lab) du MUIS, recourt à l'ingénierie des requêtes et à des jeux de données sélectionnés pour adapter un grand modèle de langage à la recherche sur les fatwas pertinente pour Singapour ; la première série de recherches du Fatwa Lab comprenait une étude sur l'optimisation de la recherche en matière de fatwas par l'IA. Le MUIS signale également un renforcement des formations à l'IA et à la culture numérique pour le personnel et les bénévoles des mosquées et des madrasas. En août 2026, le ministre par intérim chargé des affaires musulmanes a présenté IftaSG et un robot de vérification des ingrédients halal (Halal Ingredients Verification Bot) comme des exemples d'innovation fondée sur l'IA ; le communiqué ne précise pas si l'un ou l'autre a été lancé, expérimenté ou simplement prévu. [47-49]

Deux autres éléments sont pertinents, mais leur force probante est moindre. Premièrement, un témoignage publié sur LinkedIn par un formateur d'AI Singapore fait état d'un atelier de formation de formateurs *AI for Essential Digital Skills* (AI4EDS) tenu en 2026 pour le conseil d'administration et la direction générale de Warees Investments, portant sur la productivité, la prise de décision, la gestion des connaissances et les relations avec les parties prenantes. Il s'agit d'une déclaration du formateur lui-même, qui n'a pas pu être vérifiée de manière indépendante pour ce rapport, et qui décrit un renforcement des compétences, non une IA déployée dans la gestion des actifs. Deuxièmement, en août 2026, Warees a rendu visite à l'organisation indonésienne Dompet Dhuafa pour échanger des expériences sur les portefeuilles immobiliers de waqf, les canaux numériques et la gestion des relations avec les donateurs, en vue de développer des services numériques de waqf à Singapour ; le compte rendu publié ne mentionne pas l'IA. [50-51]

Les sources publiques examinées ne montrent pas que Warees utilise l'IA pour la valorisation des biens de waqf, l'allocation des investissements ou les décisions portant sur les actifs. L'enseignement de Singapour porte sur l'ordre des étapes : la propriété juridique clairement définie, la gestion professionnelle des actifs et la supervision religieuse ont précédé l'IA, qui commence désormais à être introduite pour assister les travaux spécialisés sans remplacer les personnes responsables.

4.8 Qatar et Émirats arabes unis : des agents conversationnels de service à un projet pilote d'investissement des awqaf

Le Qatar offre l'exemple prévu le plus explicite identifié dans cette revue d'une application de l'IA à la gestion des actifs de waqf eux-mêmes. Le 9 juin 2026, la Direction générale des awqaf du ministère des Awqaf et des Affaires islamiques (Ministry of Endowments and Islamic Affairs) a signé avec Wahed MENA, une entreprise qatarienne de technologie financière islamique, un protocole d'accord visant à développer et à lancer un projet pilote de plateforme d'IA qui classe et analyse les actions cotées à la Bourse du Qatar selon leur conformité à la charia et assiste les décisions d'investissement des awqaf. Les fonctions annoncées comprennent l'examen des dividendes, le suivi de la conformité à la charia dans le temps, l'analyse des risques d'investissement et un assistant intelligent destiné à soutenir l'analyse interne fondée sur la charia. Il s'agit d'un accord pour développer un projet pilote, non d'un système opérationnel ou évalué, et l'annonce ne précise pas comment ses résultats seront examinés ou approuvés. [52]

Le programme plus large du ministère est substantiel. En décembre 2025, celui-ci a annoncé un partenariat stratégique avec Google Cloud, comprenant une « usine d'IA des awqaf » (Awqaf AI Factory) destinée au traitement des données et à l'entraînement de modèles à partir de ses archives, et a migré sa plateforme Islamweb vers Google Cloud. Il a lancé un service d'IA de « fatwas en direct » (Live Fatwas) sur Islamweb en septembre 2025, puis l'application FatwaTok en mars 2026. Lors d'un forum coorganisé par le ministère en juillet 2026, des intervenants ont souligné que « la supervision humaine reste la source fondamentale de l'émission des fatwas et de la création de contenus religieux ». [53-55]

Aux Émirats arabes unis, l'Autorité fédérale générale des affaires islamiques et des awqaf (General Authority of Islamic Affairs and Endowments) a annoncé en octobre 2025 que plus de 5 000 employés seraient formés à l'IA, en collaboration avec des entreprises technologiques non désignées. En octobre 2026, Awqaf Abu Dhabi a présenté un agent d'IA photoréaliste comme point de contact unique pour ses services relatifs aux awqaf et aux fonds des mineurs, ainsi qu'une plateforme numérique unifiée et une application intelligente prévues en deux phases, d'abord les fonds des mineurs, puis les awqaf. Il s'agit d'annonces portant sur la formation et les canaux de service, non de preuves d'utilisation de l'IA dans les décisions de gestion des actifs de waqf. [56-57]

4.9 Autorités nationales des awqaf : des archives numériques à l'IA supervisée

Une recherche consacrée aux autorités nationales des awqaf en arabe, persan, turc, ourdou, malais, indonésien, français et bengali a montré que la plupart ont investi dans les documents numériques et que peu d'entre elles ont encore appliqué l'IA à ces données. [83-90]

Autorité	Ce que montrent les sources	Statut
Égypte, ministère des Awqaf (Ministry of Awqaf)	Centre d'IA inauguré par le Premier ministre le 2 novembre 2026 pour produire des contenus pédagogiques religieux	Opérationnel ; sensibilisation religieuse, non gestion immobilière
Égypte, Autorité égyptienne des awqaf (Egyptian Awqaf Authority)	Archives électroniques des actes de waqf et cartes SIG des terres affectées, en application d'un décret présidentiel de 2016	Infrastructure numérique de base ; aucune IA signalée
Iran, Organisation des awqaf et des affaires caritatives (Awqaf and Charity Affairs Organisation)	Un logiciel de valorisation fondé sur de grands volumes de données et suggérant une fourchette de prix a été développé et doit servir de référence tarifaire dans les systèmes judiciaires ; les responsables souhaitent étendre l'utilisation de l'IA à l'évaluation immobilière	Proposé ; fonctionnement régulier non confirmé
Türkiye, Direction générale des fondations (General Directorate of Foundations)	Archives numériques des actes et systèmes d'inventaire des biens	Infrastructure numérique de base ; aucune IA signalée
Maroc, ministère des Habous et des Affaires islamiques (Ministry of Habous and Islamic Affairs)	40 000 pages de documents de habous numérisées en 2024	Infrastructure numérique de base ; aucune IA signalée
Jordanie, ministère des Awqaf (Ministry of Awqaf)	Données SIG des biens de waqf ; services électroniques pour les investisseurs en waqf depuis septembre 2026	Infrastructure numérique de base ; valorisation par des évaluateurs agréés
Oman, ministère des Awqaf et des Affaires religieuses (Ministry of Endowments and Religious Affairs)	Gestion en ligne des revenus et dépenses des biens de waqf ; formation du personnel à l'IA	Service numérique ; formation
Arabie saoudite, Autorité générale des awqaf (General Authority for Awqaf)	Avis de marché pour l'analyse par l'IA des appels au centre de contact ; formation à l'IA dans le secteur du waqf	Marché public (non vérifié de manière indépendante)

Autorité	Ce que montrent les sources	Statut
Algérie, ministère des Affaires religieuses (Ministry of Religious Affairs)	Base de données nationale du patrimoine immobilier des awqaf prévue ; IA intégrée à la formation du personnel	Prévu ; formation
Soudan, Irak, Pakistan, Brunéi	Dans certains cas, services d'enregistrement numérique ; aucune utilisation de l'IA dans la gestion du waqf trouvée	Non vérifié
Tunisie	Son système de habous a été aboli en 1956 et 1957 ; aucune autorité comparable n'existe donc	Non comparable

Cette tendance est importante pour les petites institutions. Les grandes autorités ont consacré des années à constituer des archives numériques des actes et des propriétés, qui permettraient précisément de rendre possibles et vérifiables les recherches ou évaluations par IA. Le projet de valorisation assistée par l'IA annoncé en Iran est le seul cas national identifié dans lequel l'IA est en préparation pour l'évaluation de biens de waqf; ce n'est pas un système de décision dont le fonctionnement est établi. Il soulève des questions auxquelles tout dispositif de ce type doit répondre avant utilisation : qui choisit les biens comparables, un évaluateur agréé valide-t-il les résultats, comment les stipulations particulières des fondateurs sont-elles respectées et comment les locataires peuvent-ils faire appel ?

4.10 Cadres conceptuels au sein du secteur des awqaf

En 2026, Awqaf Africa a publié un cadre de préparation à l'IA fondé en priorité sur la gouvernance pour les institutions de waqf, de zakat et de finance sociale islamique (GF-AIRISF), articulé autour de huit dimensions reliant responsabilité institutionnelle, charia et maqasid al-charia, données, sécurité, personnes, opérations, droit et assurance. Un second travail demande à quelles conditions l'IA peut assister, recommander, exécuter sous supervision ou doit laisser une décision aux personnes. Ces deux contributions témoignent utilement du débat conceptuel du secteur et se présentent comme des cadres destinés à une validation ultérieure, non comme des normes adoptées. [22-23]

Considérées ensemble, ces sources montrent un débat qui s'étend à plusieurs régions, mais peu de déploiements d'IA dans les awqaf ouvertement documentés et évalués de manière indépendante. Il s'agit d'une observation provisoire tirée de cette revue, et non d'un recensement mondial.

5 Perspectives positives : les contributions possibles de l'IA

Pour une petite institution d'awqaf, la possibilité la plus importante est **l'amplification de ses capacités**. Des tâches qui exigeaient auparavant plusieurs langues, de longues recherches ma-

nuelles et des mises en forme répétées peuvent être accélérées, laissant les spécialistes humains se concentrer sur l'interprétation et le jugement. Le bénéfice est maximal lorsque les questions sont clairement formulées et que les documents sous-jacents peuvent être inspectés.

Recherche et comparaison multilingues. L'IA peut proposer des termes de recherche, organiser des documents et faire ressortir des catégories manquantes dans des contenus en arabe, anglais, français, allemand, indonésien, malais et turc. Elle ne peut pas établir à elle seule qu'un concept juridique traduit possède le même sens dans toutes les juridictions.

Archives et mémoire institutionnelles. L'indexation et la synthèse de documents historiques aident une institution bénévole à retrouver les raisons de décisions antérieures et à éviter de prendre une proposition abandonnée pour une politique en vigueur, à condition que les synthèses renvoient aux originaux datés.

Communication pédagogique accessible. Les explications en langage clair, les infographies, les traductions, les enregistrements audio et les personnages manifestement fictifs réduisent les obstacles pour les personnes peu familières avec la terminologie des awqaf. Le nombre de vues et de pages ne mesure pas, à lui seul, la compréhension ou la confiance.

Conception des services et assurance qualité. L'IA peut transformer un service complexe en liste de contrôle des responsabilités, des exceptions et des risques de défaillance, et signaler des incohérences dans les projets de conditions contractuelles. Les personnes doivent toujours déterminer ce que le droit exige, ce que le contrat promet et ce qui relève simplement d'une bonne pratique.

Planification et administration. Les outils approuvés peuvent contribuer à préparer les réunions, aux index de recherche, aux registres de tâches et à d'autres activités répétitives. Les économies doivent être mesurées après déduction des coûts de relecture, de correction, de formation, de licences et de sécurité ; la gratuité d'un logiciel ne signifie pas que le travail ne coûte rien.

Capacités partagées entre institutions. Les petits organismes d'awqaf peuvent partager une terminologie, des clauses de transparence, des protocoles de recherche et des questions de gouvernance. Partager une méthode ne revient pas à partager des autorisations juridiques, des données personnelles, des contrats ou des approbations.

6 Critiques et risques qui doivent guider la conception

6.1 Erreurs formulées avec assurance et déformation du sens religieux

Les modèles de langage peuvent inventer des références, attribuer des citations à tort ou effacer les distinctions entre des notions voisines, ce qui est particulièrement préjudiciable aux contrats et au fiqh. Une affirmation générée selon laquelle le waqf monétaire temporaire et le qard hasan seraient interchangeables contournerait précisément la distinction qu'Awqaf New Zealand étudie depuis des années. L'accord d'un deuxième modèle ne valide pas cette affirmation : le désaccord

entre modèles peut révéler ce qui doit être examiné, mais leur accord ne constitue pas une preuve. Les textes primaires, l'examen indépendant et les savants qualifiés doivent demeurer dans la chaîne de vérification. [19-21]

6.2 Données sensibles, vie privée et préjudices aux bénéficiaires

Le Commissaire à la protection de la vie privée de Nouvelle-Zélande (Privacy Commissioner) attend des organisations qu'elles associent leurs dirigeants et responsables de la protection des données avant d'adopter l'IA générative, évaluent ses conséquences sur la vie privée et évitent de saisir des informations confidentielles ou personnelles dans des outils susceptibles de les conserver ou de les divulguer. La loi néo-zélandaise sur la vie privée de 2020 (Privacy Act 2020) s'applique aux organismes à but non lucratif comme aux autres entités. Les dossiers relatifs aux dons religieux ou à l'admissibilité des bénéficiaires peuvent révéler des informations particulièrement sensibles. [10]

Une règle proportionnée consiste à utiliser des données publiques ou dépersonnalisées pour les recherches générales assistées par l'IA, à conserver les fichiers permettant d'identifier des personnes sous des contrôles d'accès approuvés et à examiner les fournisseurs ainsi que le droit applicable avant toute procédure sensible. Un tableur apparemment anodin peut permettre d'identifier des personnes par la combinaison d'un lieu, d'un âge, de paiements ou de caractéristiques du ménage. Les orientations de CommunityNet Aotearoa pour les organisations communautaires préconisent une liste explicite des utilisations de l'IA à proscrire, notamment les décisions d'admissibilité et les notes de suivi des personnes accompagnées. [11]

Les donateurs ont besoin d'une protection distincte. Leurs dossiers révèlent l'historique des dons, le patrimoine et, dans un service de waqf ou de qurbani, des pratiques religieuses. Les orientations de décembre 2025 du Régulateur britannique de la collecte de fonds (Fundraising Regulator) rendent les organismes caritatifs responsables de l'IA utilisée pour collecter des fonds, exigent une évaluation des risques avant l'emploi de tout outil d'IA, imposent une vérification humaine des contenus quant à leur « exactitude, leur équité et leur légalité » et recommandent : « ne saisissez pas d'informations qui ne sont pas déjà dans le domaine public dans une IA accessible au public ou en libre accès ». Pour le marketing direct au Royaume-Uni impliquant des données sur les convictions religieuses, même inférées, le Bureau du commissaire à l'information (Information Commissioner's Office) conseille d'obtenir un consentement explicite, car les autres conditions permettant de traiter ces catégories particulières de données ont peu de chances de s'appliquer ; la base juridique pertinente et les règles du marketing doivent également être examinées. Une institution d'awqaf ne devrait donc jamais déduire la religion d'une personne de son nom, de son lieu de résidence ou d'une précédente commande de qurbani afin de cibler des appels aux dons. [79,91]

Les données des bénéficiaires et des donateurs ne doivent pas être regroupées. Les données des bénéficiaires servent à déterminer l'admissibilité, à assurer la protection et à garantir une distribution équitable ; celles des donateurs servent aux reçus, à la gestion responsable des relations et à une collecte de fonds licite. Conformément au principe du NRC présenté à la section 3.6, les bé-

néficiaires devraient être informés des données strictement nécessaires à un service et de celles dont la communication est facultative, et ne devraient jamais perdre leur assistance pour avoir refusé une utilisation facultative. [77]

6.3 Équité, dignité et responsabilité dans l'attribution de l'aide

Un algorithme qui classe les bénéficiaires potentiels peut amplifier les biais des dossiers ou considérer des situations atypiques comme des erreurs. Pour les décisions ayant de fortes conséquences, un organisme d'awqaf devrait expliciter ses critères, offrir un réexamen humain, tester les disparités de résultats et conserver le pouvoir de corriger les dossiers, conformément aux orientations des régulateurs et à la recommandation de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA. [8,12]

6.4 Contenus synthétiques et perte de confiance

Les faux témoignages, les images fabriquées de bénéficiaires et les « preuves » générées et non signalées comme telles menacent les relations entre une institution d'awqaf et son public. Les résultats britanniques suggèrent que les personnes peuvent accepter les synthèses internes tout en rejetant les contenus synthétiques destinés à solliciter leur soutien. Pour les dessins animés pédagogiques à caractère religieux, la solution réside dans **une fiction clairement annoncée**, et non dans un réalisme trompeur. [6]

6.5 Compétences, pérennité du bénévolat et dépendance aux plateformes

L'IA peut réduire les efforts de rédaction tout en augmentant le volume à vérifier ; si les productions croissent plus vite que la capacité de vérification, le goulet d'étranglement ne fait que se déplacer. Les licences, limites d'utilisation, interfaces et conditions de traitement des données évoluent également. Un organisme d'awqaf devrait conserver des fichiers sources exportables, un registre des connaissances lisible par des personnes, des méthodes de repli et plusieurs personnes capables d'assurer les procédures essentielles.

6.6 Arbitrages environnementaux et sociaux

Le calcul informatique entraîne des coûts énergétiques et matériels. Une institution qui revendique une gestion responsable des ressources devrait se demander, conformément au principe de proportionnalité de l'UNESCO, si une méthode plus simple ne serait pas suffisante avant d'adopter une solution plus consommatrice de ressources. [12]

6.7 Les réglementations sont multiples, non absentes

Les institutions d'awqaf peuvent relever du droit des organismes caritatifs, de la vie privée, de la consommation, de la propriété intellectuelle, des paiements, des awqaf, de la sécurité alimentaire et d'autres domaines, même en l'absence de loi spécifique sur l'IA. Les affirmations selon lesquelles un secteur serait « non réglementé » doivent être soigneusement circonscrites à chaque juridiction, en particulier lorsqu'une étude échantillonne les conditions contractuelles de prestataires plutôt que les textes de loi.

7 L'expérience d'Awqaf New Zealand en 2026

7.1 L'organisation avant l'IA : quinze années de développement grâce aux bénévoles

Awqaf New Zealand a été fondée en février 2011 et est un organisme caritatif enregistré en Nouvelle-Zélande (CC46694). Ses recherches sur le Smart Waqf, ses consultations relatives à la charia, sa rédaction de contrats et ses échanges internationaux ont été menés par des bénévoles, non par un département de recherche financé. Les étapes ci-dessous reprennent la chronologie institutionnelle publiée sous le titre « Notre parcours » (Our Journey). [27]

Année	Étape (telle que publiée par Awqaf New Zealand)
2011	Fondation d'Awqaf New Zealand (février), portée par la vision d'une filière durable du qurbani. Dans les six mois, signature du premier protocole de coopération avec une institution nationale d'awqaf déjà établie.
2012	Établissement du constat selon lequel la propriété de fermes d'élevage dédiées est essentielle à la construction d'une chaîne d'approvisionnement durable en animaux destinés au qurbani.
2013	Conception du modèle du Fonds Smart Waqf et obtention du Prix de l'économie islamique (catégorie Awqaf) ; félicitations du secrétaire général d'une autorité nationale des awqaf.
2014	Identification de l'élevage de brebis laitières comme modèle idéal pour la filière du qurbani, chaque brebis produisant de la valeur sur un cycle de cinq années avant le sacrifice rituel.
2015	Rencontre avec la Commission des valeurs mobilières de Malaisie (Securities Commission Malaysia) afin d'étudier l'émission de sukuk d'awqaf au moyen du modèle Smart Waqf.
2016	Mission confiée à l'Académie internationale de recherche sur la charia en finance islamique (ISRA) pour vérifier le modèle Smart Waqf, et début d'une série d'ateliers internationaux sur le secteur des awqaf (Kuala Lumpur, Dubaï, Médine).
2017	Achèvement de cinq ateliers internationaux sur le secteur des awqaf (avec l'ajout d'Edmonton et de Kuala Lumpur) et ouverture de discussions internationales sur la distinction en fiqh entre waqf monétaire temporaire et qard hasan (Indonésie).

Année	Étape (telle que publiée par Awqaf New Zealand)
2018	Identification de la distinction fondamentale de fiqh entre waqf monétaire temporaire et qard hasan pour la rédaction des contrats de financement des awqaf ; participation aux réunions du Fonds monétaire international (IMF) et de la Banque mondiale à Bali, où sont lancés les Principes fondamentaux du waqf (Waqf Core Principles, WCP), cadre mondial de gouvernance du waqf au sein du groupe de travail duquel Awqaf New Zealand était représentée.
2019	Présentation du premier projet de l'étude sur les différences de fiqh au quinzième Forum international de l'école malikite (auteur : Dr Abdul Qadar Qadawi, Algérie).
2020	Signature d'un protocole d'accord avec une autorité nationale des awqaf.
2021	Renouvellement de ce protocole d'accord, faisant progresser le fiqh du waqf monétaire temporaire et les premières versions juridiques des contrats associés.
2022	Élaboration d'une stratégie de communication et de commercialisation fondée sur la foi pour le waqf monétaire auprès de communautés diverses à travers le monde.
2023	Rédaction des premiers contrats de waqf monétaire temporaire, fondés sur l'étude des différences de fiqh.
2024	Présentation de l'expérience Smart Waqf d'Awqaf New Zealand au seizième Forum international de l'école malikite, en Algérie.
2025	Visite auprès d'une autorité nationale des awqaf afin d'obtenir un soutien religieux et technique ; participation à un séminaire international sur les awqaf numériques ; rencontre avec un organisme national de waqf concernant le programme de brebis laitières pour le qurbani.
2026	L'Année de l'IA : mobilisation de l'intelligence artificielle pour dépasser les limites d'une équipe bénévole, lancement d'un nouveau site multilingue et préparation d'un premier projet pilote pratique d'élevage de brebis laitières.

L'étape de 2018 est étayée par une source extérieure : les Principes fondamentaux du waqf publiés et hébergés par la BWI citent le Dr Husain Benyounis, d'Awqaf New Zealand, parmi les membres du groupe de travail international (la même liste comprend le Dr Hisham Dafterdar, d'Awkaf Aus-

tralia, dont l'essai a suscité ce rapport), et les archives d'Awqaf New Zealand attestent d'une participation aux réunions du groupe de travail et au lancement à Bali en octobre 2018. [33-34]

Cette histoire éclaire le sens de l'année 2026. Qualifier 2026 d'**Année de l'IA** ne signifie pas que l'IA aurait découvert les questions juridiques, rédigé l'histoire institutionnelle ou mené les consultations humaines. Elle a aidé les bénévoles à trouver, organiser, traduire, critiquer et communiquer des travaux accumulés sur quinze ans. Elle n'a pas tranché la question du waqf monétaire temporaire et du qard hasan. Cette question constitue désormais le premier thème du douzième Forum sur les questions de jurisprudence du waqf de la Fondation publique des awqaf du Koweït, dont Awqaf New Zealand attend la décision ; aucun capital ne sera sollicité avant qu'une décision ne soit rendue. La mention de 2025 relative au « séminaire international sur les awqaf numériques » renvoie au séminaire de Kuala Lumpur présenté à la section 4.6. [39-40]

7.2 Ce qui est documenté

En novembre 2026, les publications et archives publiques d'Awqaf New Zealand comprenaient un site internet en six langues (anglais, arabe, français, allemand, indonésien et turc) ; une série de recherches sous licence ouverte, dont plusieurs déposées sur Zenodo avec des DOI et regroupées dans une communauté Awqaf New Zealand sur cette plateforme, notamment le cadre des conditions générales des services de qurbani, le document de travail sur l'Agriculture 4.0, un document sur l'enseignement et la formation professionnels, une étude de faisabilité sur les brebis laitières et un document de réflexion sur l'élevage laitier aligné sur le calendrier hégirien ; une première indexation des archives internationales de 2011 à 2018 (1 211 fichiers) ; ainsi que des supports éducatifs multilingues mettant en scène la Famille des animaux (Animal Family). Il s'agit de décomptes de réalisations documentaires, non de mesures de leurs effets. [25-27,35-38]

Domaine de travail	Contribution de l'IA en 2026	Limite probante
Recherche	Recherches multilingues, comparaisons, plans et rédactions plus rapides	Publier ne signifie pas bénéficier d'une évaluation par les pairs ni d'une approbation experte
Reconstitution des archives	Indexation et récupération de documents institutionnels historiques	Retrouver un document ne prouve pas l'exactitude de chaque synthèse
Agriculture 4.0 et élevage laitier ovin	Revue de littérature, études de faisabilité et documents de discussion	Propositions, non exploitation agricole opérationnelle ou impact mesuré
Examen des conditions du qurbani	Exemples comparatifs et proposition d'un cadre fondé sur les droits	Échantillon exploratoire, non audit universel

Domaine de travail	Contribution de l'IA en 2026	Limite probante
Site internet et correspondance	Site en six langues, lettres et échanges institutionnels	Approbation humaine de chaque déclaration publiée
Éducation visuelle	Dessins animés et infographies multilingues	Les scènes pédagogiques ne sont pas des preuves de prestations effectuées
Coopération internationale	Partage de la démarche avec des organismes d'awqaf apparentés au Canada, en France et en Finlande	Partage de connaissances, non réplication achevée

Cette discipline dans la qualification des statuts constitue un contrôle pratique face à la tendance d'outils de rédaction puissants à transformer « nous prévoyons » en « nous fournissons », ou « nous discutons » en « nous avons conclu un partenariat ».

7.3 Le rôle de chaque outil

Les outils ont été utilisés à des fins distinctes, chaque fois sous direction humaine :

- **ChatGPT (OpenAI) :** recherche, comparaison multilingue, rédaction et traduction de documents et de guides.
- **Claude (Anthropic), via Cowork :** construction et maintenance du site internet en six langues ; mise en page des publications et préparation des dépôts Zenodo ; indexation des archives institutionnelles ; rédaction de lettres et de correspondances ; et examens critiques des projets de textes.
- **Gemini (Google) :** relectures indépendantes des projets et recherches de preuves dans les propres archives Gmail d'Awqaf New Zealand, grâce à la connexion de l'application Gemini à Google Workspace (et non au panneau latéral Gemini intégré à Gmail, qui exige une édition payante), dans l'environnement Google Workspace for Nonprofits. [43]
- **Canva :** conception de dessins animés et d'infographies pour les supports pédagogiques.

La méthode la plus efficace ne reposait pas sur une mise en concurrence des produits, mais sur une répartition du travail associée à un point commun de validation humaine. Un outil pouvait trouver une source, un autre relever une considération manquante ; un bénévole inspectait ensuite la source, signalait les incertitudes et décidait si le texte devait être conservé. Les productions étaient versionnées et identifiées selon leur statut d'approbation. Les noms des produits sont donnés par souci de transparence, non à titre de recommandation ou de parrainage.

7.4 Un dispositif pratique de gouvernance : Google Workspace for Nonprofits

Pour une institution bénévole, la gouvernance des données est concrète. Les fichiers comprennent les correspondances des administrateurs, les projets de textes, les contrats, les archives, les échanges avec les partenaires et, si un service est un jour mis en place, des informations sur les personnes commandant le qurbani et les bénéficiaires. La dispersion dans des

comptes personnels complique la gestion des autorisations et la continuité. Awqaf New Zealand a transféré son administration vers un environnement **Google Workspace for Nonprofits**, tout en utilisant d'autres fournisseurs d'IA pour des recherches publiques, des travaux éditoriaux et des activités de conception dont la portée est convenablement délimitée. Cet environnement représente une *possibilité de contrôle*, non la preuve qu'un audit de conformité ou de protection de la vie privée a été achevé.

Ce qu'établissent les documents du fournisseur. La documentation de Google sur l'édition gratuite destinée aux organisations à but non lucratif mentionne les Drive partagés, l'administration centralisée et **l'application Gemini dotée de protections des données de niveau entreprise**, selon lesquelles les conversations et fichiers téléversés ne sont ni examinés par des personnes ni utilisés pour entraîner les modèles. Les conditions de Google Workspace précisent que les données des clients ne sont pas utilisées sans autorisation pour entraîner les modèles d'IA générative couverts, tandis que son centre d'information sur la vie privée explique que les services Gemini de Workspace respectent les autorisations d'accès existantes. Ces déclarations sont soumises aux conditions et aux éditions définies et ne garantissent pas que chaque service Google, application connectée ou obligation propre à l'organisation soit couvert. [28-31]

L'édition compte. Le comparatif de Google réserve **Google Vault** et la **prévention des pertes de données (Data Loss Prevention, DLP)** aux éditions payantes ; les fonctions Gemini intégrées aux applications, notamment le panneau latéral dans Gmail, Docs et Drive, sont également réservées aux éditions payantes et ne sont pas comprises dans l'offre gratuite pour les organismes à but non lucratif. Google distingue en outre l'application Gemini, Gemini dans Workspace et Gemini Notebook (anciennement NotebookLM), dont les modalités de traitement des données diffèrent : par exemple, les téléversements directs et les carnets de Gemini Notebook subsistent jusqu'à leur suppression, tandis que les sources importées de Google Drive respectent les autorisations de consultation de Drive, restent synchronisées avec les originaux et sont mises en cache par Gemini Notebook pour des raisons de performance ; les paramètres de région de données de l'organisation ne s'appliquent pas à ces données mises en cache. Gemini Notebook est un service principal de Workspace dans l'édition destinée aux organismes à but non lucratif, tandis que les services Google connectés facultatifs (notamment Maps ou YouTube) relèvent de conditions supplémentaires propres aux produits. [32,42] Ce rapport ne prétend donc pas qu'Awqaf New Zealand utilise des fonctions de conservation, d'audit ou de DLP dont elle ne dispose pas, ni que l'offre gratuite est équivalente en tout point aux éditions d'entreprise. [28,32]

Question de contrôle	Approche pratique	Vérification nécessaire
Où les documents de référence sont-ils conservés ?	Drive et Drive partagés gérés par l'organisation, avec propriété et gestion des versions clairement établies	Dossiers réels, partages externes, sauvegardes et listes d'accès
Qui peut utiliser l'IA de l'organisation ?	Administrateurs et bénévoles désignés, avec vérification en deux étapes et réexamen périodique des accès	Fonctionnalités réellement incluses dans l'édition
Quelle IA reçoit quelles informations ?	Recherches publiques ou dépersonnalisées avec des outils externes approuvés ; données confidentielles seulement après autorisation distincte	Les services grand public et les services connectés peuvent avoir des conditions différentes
Gemini peut-il consulter des documents à accès restreint ?	Il respecte les autorisations d'accès de Workspace dans les procédures prises en charge	Un fichier partagé à tort constitue une erreur humaine de gestion des autorisations
Quels moyens de conservation et d'audit existent ?	Paramètres des produits et registre manuel de contrôle simple	Ni Vault ni DLP d'entreprise dans l'édition gratuite
Qui atteste la conformité ?	Les personnes habilitées par Awqaf New Zealand examinent les conditions, avis de confidentialité, consentements et procédures	Les déclarations du fournisseur ne certifient pas la conformité d'Awqaf New Zealand

La garantie est organisationnelle, non dépendante d'une marque : conserver les dossiers dans un référentiel administré, séparer les données internes des requêtes exploratoires, accorder les droits d'accès minimaux nécessaires, vérifier chaque service et accord activé et conserver une trace des approbations humaines. Les licences incluses peuvent réduire les dépenses logicielles, mais le temps des bénévoles, la formation, la relecture et la sécurité ont toujours un coût. Google est un fournisseur technologique, **et non un partenaire de programme, un parrain ou une autorité attestant la conformité à la charia**, et les organisations apparentées doivent vérifier leurs propres critères d'éligibilité, éditions, conditions contractuelles et lois nationales. [28-32]

8 Étude de cas : recherche multilingue sur les conditions générales des services de qurbani

8.1 La question initiale

Les bénévoles d'Awqaf New Zealand souhaitaient comprendre comment les prestataires de services de qurbani, à travers le monde, décrivent leur autorité contractuelle, les exigences relatives aux animaux, l'exécution du service, les bénéficiaires, la protection des travailleurs, la sécurité alimentaire et l'utilisation des peaux, de la laine et d'autres ressources. Le registre initial recen-

sait et codait 29 documents de conditions générales accessibles au public, provenant de plusieurs pays occidentaux, avec un élargissement envisagé aux textes arabes et à d'autres langues. Ce registre est exploratoire et ne constitue pas un échantillon représentatif tant que ses critères d'inclusion et son codage n'ont pas été vérifiés de manière indépendante. [25]

La difficulté ne tenait pas uniquement à la traduction. Des expressions semblables dans différentes langues peuvent recouvrir des relations juridiques ou des présupposés religieux différents. Une recherche dans une seule langue risquait de manquer des sources importantes, tandis qu'un examen manuel d'une ampleur comparable aurait dépassé les moyens de l'équipe bénévole en temps et en compétences linguistiques.

8.2 De la recherche à la gouvernance : les étapes

Étape	Travail assisté par l'IA	Exigence humaine
Repérer	Rechercher des conditions publiques dans plusieurs langues et juridictions	Consigner l'URL, la date de consultation, la version et le prestataire
Extraire	Identifier les clauses et les descriptions des services	Vérifier les passages dans le document original, non dans un résumé
Classer	Regrouper les questions par titulaire de droits, étape et obligation	Examiner les classifications et traductions ambiguës
Comparer	Signaler les dispositions absentes ou incohérentes au sein de l'échantillon	Ne pas déduire que l'omission prouve l'illégalité
Interpréter	Formuler une hypothèse sur la transparence contractuelle	Solliciter une interprétation juridique et de charia adaptée au lieu
Proposer	Élaborer un cadre fondé sur les droits et des documents explicatifs	Identifier la proposition comme telle et publier ses limites
Examiner	Inviter des spécialistes de charia, du droit et des opérations à formuler des critiques	Consigner les décisions, corrections et questions ouvertes

La comparaison suggérait que de nombreux documents de l'échantillon se concentraient sur le prix, les animaux ou les parts, ainsi que sur les dates d'exécution, en donnant moins de visibilité aux autres droits et responsabilités. Elle a nourri une proposition de recherche : les services de qurbani pourraient tirer profit d'un cadre international plus clair. Il s'agit d'une **proposition**, et non de la preuve que la filière mondiale du qurbani serait dépourvue de réglementation ; les droits de la consommation, des associations caritatives, de la santé animale, du travail, de la san-

té publique et de l'alimentation peuvent s'appliquer même lorsque les conditions d'un prestataire sont incomplètes. [25]

8.3 Les neuf intérêts et les trois niveaux

Le cadre proposé distingue neuf intérêts liés : la personne qui offre le sacrifice rituel (*al-mudhahhi*) ; les organisations prestataires ; les animaux ; les bénéficiaires ; les travailleurs ; la sécurité alimentaire ; la santé publique ; l'environnement ; et la gestion responsable des ressources, notamment les peaux, la laine et d'autres matières. Il sépare (1) les conditions communes du service, (2) une annexe de gouvernance de charia approuvée pour l'arrangement concerné et (3) des dispositions juridiques propres à chaque juridiction, de manière qu'aucun contrat générique ne prétende suffire universellement. [25]

L'IA n'a pas décidé à qui appartient la peau, émis une fatwa, certifié une méthode d'abattage, identifié les bénéficiaires ni autorisé un service. Ces questions demeurent de la compétence des personnes et autorités appropriées.

8.4 L'intérêt de l'exemple au-delà du qurbani

La même méthode pourrait être appliquée avec prudence aux politiques de gouvernance des awqaf, aux contrats de services, aux conditions de subvention, aux supports pédagogiques et aux déclarations traduites. L'apport transférable réside dans **une méthode reproductible permettant de faire apparaître des questions et des lacunes documentaires**, suivie d'une vérification, et non dans la conclusion particulière obtenue dans un domaine donné.

9 Principes ayant guidé l'utilisation de l'IA par Awqaf New Zealand

Les principes suivants découlent de l'expérience d'Awqaf New Zealand et sont proposés comme une méthode de travail, non comme un code adopté ou une politique certifiée.

9.1 La foi, la finalité et l'amanah d'abord. Demander quelle finalité confiée bénéficiera de l'outil, qui pourrait subir un préjudice et quelles obligations ne sauraient être écartées. Aucune technologie ne devrait être adoptée simplement parce qu'elle est disponible.

9.2 L'autorité humaine et savante doit rester identifiable. Les administrateurs, responsables, spécialistes et savants qualifiés approuvent les questions relevant de leurs compétences. Une réponse de fiqh générée par une machine, une assurance juridique ou un engagement opérationnel ne peuvent remplacer le devoir de diligence de l'institution. [19-21,24]

9.3 Protéger les données avant d'interroger le modèle. Classer les fichiers comme publics, internes, confidentiels ou sensibles ; utiliser des données dépersonnalisées lorsque cela est possible ; éviter de saisir des informations permettant d'identifier les personnes commandant un qurbani ou les bénéficiaires dans des outils inadaptés ; et vérifier les conditions contractuelles, les autorisations et le droit de la vie privée avant d'utiliser un nouveau service. [10-11]

9.4 Séparer les preuves des intentions. L'histoire, les faits vérifiés, les hypothèses, les propositions, les approbations, les activités opérationnelles et les résultats audités doivent recevoir des qualifications explicites. Un schéma de conception ne prouve pas qu'un système est en service ; une discussion sur un protocole d'accord ne prouve pas qu'un contrat a été signé.

9.5 Examiner les sources primaires. Les références doivent être consultables, les traductions confrontées aux originaux, les chiffres rapprochés et les interprétations juridiques ou de charia vérifiées par les professionnels compétents. L'accord entre plusieurs modèles ne constitue pas une vérification indépendante.

9.6 Déclarer honnêtement l'assistance de l'IA. Préciser ce que l'IA a fait, ce qui a été vérifié, qui assume la responsabilité éditoriale et ce qui reste à examiner. Citer les produits de manière factuelle, sans suggérer une approbation extérieure.

9.7 Respecter le travail et les limites des bénévoles. Reconnaître les personnes qui ont construit, interprété et approuvé les recherches, et prévoir des moyens pour la vérification : lecture, contrôles juridiques, révision linguistique, formation et corrections prennent du temps, même lorsque le logiciel est gratuit.

9.8 Préserver la relation humaine. Les personnes commandant le qurbani, les bénéficiaires et les partenaires doivent pouvoir joindre une personne responsable. Ni un agent conversationnel sans supervision ni une image synthétique séduisante ne peuvent s'y substituer.

9.9 Apprendre des corrections. Consigner les erreurs et la manière dont elles ont été trouvées. Compter les erreurs détectées est aussi utile que compter les pages rédigées.

9.10 Répliquer la méthode, non le statut juridique. Les institutions d'awqaf apparentées au Canada, en France et en Finlande peuvent adapter les méthodes de recherche, les registres d'outils, les journaux de vérification et les pratiques pédagogiques, mais elles n'héritent ni des mandats, ni des autorisations, ni des contrats, ni du statut réglementaire d'Awqaf New Zealand.

9.11 Modèles de déclarations relatives à l'IA pour les sites internet, rapports et supports pédagogiques

Une déclaration n'est utile que si les lecteurs peuvent distinguer ce qu'un outil a fait, ce qu'une personne a vérifié et ce qui demeure provisoire. Les avis types ci-dessous sont proposés à l'adaptation et à la traduction ; toute affirmation relative à une vérification doit correspondre aux éléments effectivement consignés. [6,20]

Modèle A : avis de transparence pour un site internet

> Awqaf New Zealand utilise certains outils d'intelligence artificielle pour aider les bénévoles dans leurs recherches à partir de sources publiques, la traduction, l'organisation des documents et la conception de supports pédagogiques. Les personnes restent responsables de l'approbation éditoriale et de toutes les décisions relevant des administrateurs, de la charia, du droit, des finances et des opérations. Certains documents décrivent des propositions de recherche plutôt que des programmes en fonctionnement. L'utilisation d'un fournisseur technologique n'implique ni parrainage ni approbation de sa part.

Modèle B : rapport de recherche ou document de travail

> Assistance de l'IA et vérification : ce document a été préparé avec l'aide de [outils effectivement utilisés] pour [recherche, comparaison, révision, traduction ou conception]. Des examinateurs humains ont vérifié les sources et les affirmations spécialisées dans la mesure indiquée. Les questions non encore vérifiées, approuvées ou testées sont présentées comme telles. Awqaf New Zealand conserve la responsabilité éditoriale. Sauf indication contraire, ce document ne constitue ni une fatwa, ni un avis juridique, ni un service approuvé.

Modèle C : personnages pédagogiques fictifs

> Avis relatif aux illustrations pédagogiques : la Famille des animaux (Animal Family) et les scènes associées sont fictives, parfois conçues avec l'assistance de l'IA. Elles expliquent des notions de responsabilité et de gestion des biens confiés et ne représentent ni de véritables bénéficiaires, ni des animaux affectés à un service, ni des distributions de qurbani accomplies, ni des opérations vérifiées. Les informations sur le service et les preuves de son exécution sont communiquées séparément au moyen de documents autorisés.

Modèle D : référence à Google Workspace

> Awqaf New Zealand utilise Google Workspace for Nonprofits comme environnement interne d'administration et de recherche, sous réserve des produits et des accords applicables à son compte. Google ne parraine, n'approuve ni n'exploite les programmes d'Awqaf New Zealand. Les informations personnelles sont traitées conformément aux propres politiques de confidentialité et d'accès d'Awqaf New Zealand, et les usages de l'IA sont évalués en fonction de la sensibilité des données.

Les traductions doivent préserver les distinctions entre *projet de texte*, *proposé*, *approuvé*, *vérifié* et *opérationnel*. Un avis ne remplace pas le contrôle de la sécurité de la procédure sous-jacente ; à l'étape 5 ci-dessous, la liste de vérification préalable à la publication consigne l'avis utilisé et la personne qui l'a approuvé.

10 Proposition d'un cycle de gouvernance en six étapes de contrôle pour les petites institutions d'awqaf

Le modèle ci-dessous est proposé à l'expérimentation. Il donne à un conseil d'administration disposant de peu de personnel, voire d'aucun salarié, une méthode pratique pour prendre des décisions proportionnées aux risques, en associant des contrôles tirés de l'expérience et l'importance accordée à la supervision humaine, à la vie privée, à la transparence et à la documentation dans les orientations des autorités de régulation et la recommandation de l'UNESCO. [8-12]

Étape de contrôle	Question à résoudre	Document minimal	Responsable
1. Finalité et risque	Pourquoi utiliser l'IA et quels préjudices pourraient en résulter ?	Note définissant la tâche, l'avantage attendu et le niveau de risque	Responsable du projet sous la supervision d'un administrateur
2. Autorisation de l'outil et des données	Ce produit et cette édition sont-ils autorisés pour ces données et selon ces conditions ?	Registre des outils, édition, catégorie de données, règles d'accès et de conservation	Administrateur du compte ou responsable de la vie privée
3. Vérification des sources	Quelles affirmations factuelles, juridiques ou de charia sont traçables ?	Registre des sources, exceptions et observations des examinateurs	Responsable de la recherche ou spécialiste

Étape de contrôle	Question à résoudre	Document minimal	Responsable
4. Décision humaine	Qui détient l'autorité pour approuver cette conclusion ou cette action ?	Compte rendu signé de l'examen ou de la réunion	Personne qualifiée habilitée à décider
5. Publication contrôlée	Le statut, la version, les rôles de l'IA et les autorisations sont-ils divulgués ?	Liste de contrôle de publication, avis approuvé (9.11), consentements	Éditeur ou personne déléguée par le conseil
6. Mesure et correction	Le dispositif a-t-il fait gagner du temps, amélioré la qualité ou causé un préjudice ?	Registre des corrections, résultats, coûts et retours d'expérience	Responsable d'équipe et examen périodique par les administrateurs

10.1 Une classification proportionnée des risques

Niveau	Exemples de tâches	Garanties minimales	Règle par défaut
A, faible	Indexation de documents publics, plans, idées préliminaires	Outil approuvé, lien vers la source, contrôle humain	Projet pilote avec contrôles ordinaires
B, modéré	Traduction, textes du site, dessins animés, explications	Révision linguistique, transparence, vérifications factuelles	Publication après approbation éditoriale
C, élevé	Recherche juridique ou de charia, dossiers personnels, conditions contractuelles, analyse des bénéficiaires	Supervision spécialisée, évaluation des risques pour la vie privée, éléments probants documentés, accès restreint	Aucune décision opérationnelle autonome
D, réservé aux personnes	Fatwa contraignante, approbation par les administrateurs, décision définitive sur les droits d'un bénéficiaire, signature de contrats, mandats bancaires	Personnes et procédures habilitées ; l'IA peut contribuer à la préparation	Aucune délégation de l'autorité finale

Ces niveaux constituent une proposition d'Awqaf New Zealand, non une classification juridique. Le droit national peut imposer des contrôles plus stricts, et certaines utilisations peuvent être interdites indépendamment de leur utilité apparente.

10.2 Un registre d'approbation qu'une équipe bénévole peut tenir

Une fiche d'une page peut consigner : la tâche et son responsable ; les bénéficiaires visés ; la catégorie de données ; l'outil d'IA et le type de compte ; les liens vers les sources ; les erreurs impor-

tantes constatées ; les renvois aux spécialistes ; le statut du consentement ; la personne ayant donné l'approbation finale ; la version et la date de publication ; ainsi que les mesures correctives. La fiche doit être assez brève pour que les bénévoles l'utilisent systématiquement et peut être conservée dans l'environnement administré de l'institution, après vérification de l'édition et des autorisations comme indiqué à la section 7.4.

10.3 Évaluer la valeur sans confondre activité et impact

Un rapport sur un projet pilote pourrait mesurer les questions de recherche traitées, les références vérifiables par rapport, les erreurs détectées lors de la relecture, les heures de vérification humaine, les corrections de traduction, les fichiers devenus consultables, la compréhension des lecteurs et le coût total, puis examiner si les travaux ont modifié une décision ou amélioré un service. Il est facile de compter les pages et les vidéos ; démontrer une meilleure gouvernance et un avantage social est plus difficile et plus important.

11 Réplication responsable : un parcours pilote de 90 jours

Les organisations d'awqaf apparentées sont invitées à commencer par un projet pilote limité et réversible avant toute automatisation portant sur des données sensibles ou des transactions. Chaque institution conserve son indépendance et ses propres procédures d'approbation.

Période	Activité	Résultat et point de décision
Jours 1 à 15	Choisir une tâche portant sur des informations publiques ; désigner deux examinateurs ; rédiger une politique d'utilisation d'une page	Tâche approuvée, niveau de risque et examinateurs nommés
Jours 16 à 30	Établir une liste d'outils approuvés ; définir les limites relatives aux données ; former les bénévoles aux sources et aux erreurs	Registre des outils et de la vie privée ; exemples de requêtes inadmissibles
Jours 31 à 60	Conduire un petit projet pilote de recherche multilingue ou d'archivage en le comparant à une méthode manuelle de référence	Journal de recherche, sources vérifiées, temps consacré et erreurs trouvées
Jours 61 à 75	Examiner les résultats avec les administrateurs et les spécialistes compétents	Décision d'adopter, modifier ou arrêter ; questions ouvertes consignées
Jours 76 à 90	Ne publier qu'un exemple approuvé et transparent ; partager des modèles avec les pairs	Production versionnée, retours des lecteurs et plan du cycle suivant

Le bénévole le plus à l'aise techniquement ne devient pas automatiquement une autorité en matière de charia, de contrats, de questions vétérinaires ou de dignité des bénéficiaires ; inverse-

ment, un administrateur n'a pas besoin d'apprendre l'ingénierie des modèles pour exiger la preuve de la vérification des sources et du respect de la vie privée. Une gouvernance proportionnée repose sur des rôles clairs, non sur une bureaucratie coûteuse.

12 Programme de recherche et limites

Cinq questions méritent des travaux collaboratifs. **Premièrement**, la recherche multilingue assistée par l'IA identifie-t-elle sensiblement plus de sources pertinentes que les méthodes conventionnelles, une fois comptabilisés les coûts de vérification ? **Deuxièmement**, quels taux d'erreur de référence, d'exactitude et de traduction constate-t-on dans les recherches voisines du fiqh ? **Troisièmement**, comment les personnes commandant un qurbani et les bénéficiaires réagissent-ils à des dessins animés fictifs clairement présentés comme tels, par comparaison avec une information fournie par des personnes ? **Quatrièmement**, quels contrôles minimaux de protection de la vie privée et des données peuvent être maintenus par des équipes bénévoles ? **Cinquièmement**, quelles preuves montreraient que le transfert de la méthode d'Awqaf New Zealand a amélioré les résultats ailleurs, au lieu d'augmenter simplement le nombre de documents produits ?

Les études futures devraient préenregistrer les termes de recherche et les juridictions, tenir des registres datés des sources, définir les catégories de codage, consigner les décisions humaines sur les cas ambigus et distinguer le travail économisé du nouveau travail de vérification. Les expérimentations devraient être conçues avec des savants, des juristes, des spécialistes des opérations et les communautés concernées, afin de faire passer le secteur de l'enthousiasme et des cadres conceptuels à des preuves d'efficacité et de préjudices éventuels.

Les limites sont délibérées. La revue internationale est raisonnée et non exhaustive ; les chiffres d'enquête provenant de différents pays ne constituent pas une mesure agrégée du secteur des awqaf ; les outils publics d'IA et les stratégies n'ont pas été soumis à des tests fonctionnels ; le récit des travaux d'Awqaf New Zealand repose sur ses propres archives et publications ; la discussion sur Google Workspace ne constitue pas un audit des paramètres des comptes ni des flux de données ; et l'échantillon relatif au qurbani ne permet d'établir ni l'absence de droit applicable ni la fréquence d'éventuels manquements. Le rapport n'a fait l'objet d'aucune évaluation formelle en matière de charia, de droit ou par les pairs.

13 Conclusion

L'IA peut aider les institutions d'awqaf animées par des bénévoles à surmonter de véritables obstacles liés aux langues, au temps de recherche, à la dispersion des archives et à la rareté des compétences spécialisées. L'expérience d'Awqaf New Zealand en 2026 montre comment plusieurs outils peuvent fonctionner ensemble sous direction humaine pour transformer des informations dispersées en documents plus faciles à examiner, à critiquer et à communiquer. L'exemple des conditions générales des services de qurbani est important non parce que l'IA aurait proclamé une vérité universelle, mais parce qu'elle a aidé l'équipe à poser de meilleures questions sur les droits, la gestion responsable et les obligations.

Les données internationales apportent le contrepoids nécessaire. L'adoption ne signifie pas la gouvernance ; la productivité ne mesure pas l'impact sur la mission ; un outil public n'est pas nécessairement vérifié de manière indépendante ; et une production d'IA ne peut jamais se substituer aux personnes investies d'une autorité religieuse et fiduciaire. L'objectif n'est ni l'enthousiasme sans contrôle ni l'interdiction sans examen, mais une utilisation disciplinée, proportionnée et transparente : **des capacités accrues associées à une responsabilité renforcée**. Awqaf New Zealand soumet cette proposition au débat public et à l'expérimentation pratique.

Déclaration relative à l'assistance de l'IA et clauses de non-responsabilité

Assistance de l'IA. Ce rapport a été préparé en grande partie à l'aide d'outils d'IA, ce qu'Awqaf New Zealand déclare ouvertement. L'auteur a défini les questions, fourni les archives institutionnelles, choisi ce qu'il convenait d'inclure et approuvé le texte ; les outils d'IA ont recherché, traduit, rédigé, recoupé et mis en page les contenus. Le rapport est né d'une réponse à l'essai du Dr Dafterdar, rédigée à l'aide de Claude (Anthropic). Les versions de travail 1 et 2 ont été recherchées et rédigées avec ChatGPT (OpenAI), sur la base d'observations de Gemini (Google). La version de travail 3 et la présente Version 1.0 ont été révisées, vérifiées au regard des sources et mises en page avec Claude via Cowork, Gemini ayant examiné les déclarations du rapport concernant Google Workspace for Nonprofits à la lumière des conditions publiées par Google. Il s'agissait d'une revue par IA, et non d'une certification par Google ou d'un audit juridique. Pour les sections comparatives, Gemini et ChatGPT ont chacun conduit les mêmes recherches structurées dans plusieurs langues, puis Claude a confronté leurs affirmations aux sources originales, en rejetant ou en signalant celles qui n'ont pu être confirmées : la chronologie institutionnelle a été rapprochée des archives publiées par Awqaf New Zealand, les chiffres d'enquête et les descriptions institutionnelles ont été comparés à leurs publications originales au 21 novembre 2026, et les affirmations invérifiables ont été corrigées ou supprimées. Canva a contribué aux supports pédagogiques décrits dans la section 7, et non à ce manuscrit. Les outils sont nommés dans un souci de transparence, non comme parrains, coauteurs, organismes de soutien ou autorités de charia. L'auteur et Awqaf New Zealand demeurent responsables du contenu.

Cette édition française a été traduite de la version anglaise avec l'aide de ChatGPT (OpenAI) ; en cas de divergence, la version anglaise fait foi.

Clause de non-responsabilité. Ce rapport de recherche est publié pour contribuer aux débats public et scientifique. Il ne constitue ni une fatwa, ni un avis juridique, ni un article évalué par les pairs, ni une norme de gouvernance de l'IA adoptée, ni une sollicitation financière, ni une offre de service de qurbani ; son cycle de gouvernance est une proposition à expérimenter. Les déclarations relatives aux futurs services et aux coopérations envisagées ne prouvent ni une mise en œuvre opérationnelle ni le consentement de tiers. Aucun fournisseur technologique, régulateur, université, organisme d'awqaf ou personne citée n'approuve ce rapport. L'essai du Dr Hisham Dafterdar est cité comme contribution publique au débat ; il n'est ni coauteur du rapport ni à l'origine d'une approbation de celui-ci.

Références

Sources accessed 21 November 2026 unless stated otherwise.

[1] State of Nonprofit AI Adoption and Governance

NTEN and The Bridgespan Group. 10 September 2026.
Liens : https://www.nten.org/publications/state-of-nonprofit-ai

[2] The State of Artificial Intelligence Adoption in Canadian Nonprofits

Imagine Canada and partners. 20 January 2026.
Liens : https://imaginecanada.ca/en/research/ai-report

[3] L'usage de l'IA au sein des OSBL faisant appel aux générosités, volet 1 : pratiques de l'organisation et des individus

France générosités. June 2026 (published 9 June 2026).
Liens : https://www.francegenerosites.org/wpcb/download/103/documents-grand-public/47931/usage-de-lia-au-sein-des-osbl-volet-1-etude-france-generosites-2026.pdf

[4] Guide : Encadrer l'usage de l'IA au sein des associations et fondations

France générosités and Don en Confiance. 17 March 2026.
Liens : https://www.donenconfiance.org/offres/gestion/events_759_57153_non-1813/guide-encadrer-l-usage-de-l-ia-au-sein-des-associations-et-fondations.html

[5] Künstliche Intelligenz in der Stiftungsarbeit (Stiftungsfokus Nr. 22)

Bundesverband Deutscher Stiftungen. 2026. Based on the Stiftungspanel annual survey 2026 of 450 foundations.
Liens : https://www.stiftungen.org/fileadmin/stiftungen_org/Verband/Was_wir_tun/Publikationen/Stiftungsfokus-22-KI.pdf

[6] Bots for good? What people in the UK think about charities using AI

YouGov, J. Fernandes. 19 November 2026. 2,097 GB adults; fieldwork 19 to 20 August 2026.
Liens : https://yougov.com/en-gb/articles/56013-bots-for-good-what-people-in-the-uk-think-about-charities-using-ai

[7] AI With Purpose: How Foundations and Nonprofits Are Thinking About and Using Artificial Intelligence

Center for Effective Philanthropy. 2025.
Liens : https://cep.org/report-backpacks/ai-with-purpose-how-foundations-and-nonprofits-are-thinking-about-and-using-artificial-intelligence/

[8] Charities and artificial intelligence

Australian Charities and Not-for-profits Commission. Official guidance.
Liens : https://www.acnc.gov.au/tools/guides/charities-and-artificial-intelligence

[9] Charity Sector Risk Assessment 2026

Charity Commission for England and Wales. 18 August 2026.
Liens : https://www.gov.uk/government/publications/charity-sector-risk-assessment-2026/charity-sector-risk-assessment-2026

[10] Generative Artificial Intelligence

Office of the Privacy Commissioner, New Zealand. Official guidance.
Liens : https://www.privacy.org.nz/resources-and-learning/a-z-topics/ai/generative-artificial-intelligence/

[11] What is in a good AI Policy? and AI policy templates

CommunityNet Aotearoa and NZ Navigator Trust. April and May 2026.
Liens : https://community.net.nz/resources/nz-navigator-trust/ai-policy · https://community.net.nz/resources/nz-navigator-trust/ai-policy-templates

[12] Recommendation on the Ethics of Artificial Intelligence

UNESCO. Adopted 23 November 2021.
Liens : https://www.unesco.org/en/legal-affairs/recommendation-ethics-artificial-intelligence

[13] Literasi Wakaf AI Assistant

Badan Wakaf Indonesia. Official public service.
Liens : https://www.bwi.go.id/literasi-wakaf-ai-assistant/

[14] تمكين القطاع الوقفي (Enabling the Awqaf sector)

General Authority for Awqaf, Saudi Arabia. Official sector guidance.
Liens : https://web.awqaf.gov.sa/ar/%D8%AA%D9%85%D9%83%D9%8A%D9%86-%D8%A7%D9%84%D9%82%D8%B7%D8%A7%D8%B9-%D8%A7%D9%84%D9%88%D9%82%D9%81%D9%8A

[15] MAIWP Launches 2026-2030 Strategic Plan With AI Integration

Bernama. 14 May 2026.
Liens : https://www.bernama.com/en/general/news.php?id=2557067

[16] Waqf, Dakwah Bodies Must Adapt To AI, Digitalisation Without Losing Values: PM Anwar
Bernama. 27 July 2026.
Liens : https://www.bernama.com/en/news.php?id=2586626

[17] 12th International Conference on Mosque, Zakat and Waqf (IMAF 2026): Digital Transformation and Artificial Intelligence in the Management of Mosques, Zakat and Waqf
Universiti Islam Selangor. 15 September 2026, Bandar Baru Bangi.
Liens : https://conference.uis.edu.my/i-maf/

[18] Vakıf Faaliyetlerinde Yapay Zekâ Kullanımı: Hukuki Düzenleme ve Uygulama Örnekleri
Burcu Şenlikoğlu. Tokat Gaziosmanpaşa Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi (TOGÜHFD), 3(1), 2025.
Liens : https://dergipark.org.tr/tr/download/article-file/4530718

[19] حكم استخدام تطبيقات الذكاء الاصطناعي (AI) في الاستفتاء (Ruling on using AI applications to seek fatwas)
Dar al-Ifta al-Misriyyah. 22 September 2025.
Liens : https://www.dar-alifta.org/ar/Fatwa/Details/22158/

[20] حكم استخدام الذكاء الاصطناعي (AI) في كتابة المحتوى العلمي ثم نسبته إلى النفس (Ruling on using AI to write scholarly content and attributing it to oneself)
Dar al-Ifta al-Misriyyah. 2025.
Liens : https://www.dar-alifta.org/ar/Fatwa/Details/22203/

[21] حكم الاعتماد على التقارير الطبية الصادرة عن الذكاء الاصطناعي (Ruling on relying on AI-generated medical reports)
Dar al-Ifta al-Misriyyah. Fatwa 8897, 3 March 2026.
Liens : https://www.dar-alifta.org/ar/Fatwa/Details/22614/

[22] AI Is Coming to Waqf and Zakat: Are Islamic Social Finance Institutions Ready? A Governance-First Conceptual Framework for Responsible Artificial Intelligence Adoption (GF-AIRISF)
Ibrahim Abdul Mugis, Awqaf Africa. 2026. Conceptual framework.
Liens : https://awqafafrica.org/ai-readiness-waqf-zakat-gf-airisf/

[23] When May AI Decide? Shariah, Maqasid and the Limits of Artificial Intelligence Delegation in Waqf, Zakat and Islamic Social Finance
Ibrahim Abdul Mugis, Awqaf Africa. Global WaqfTech Research Paper No. 02, 2026. Conceptual paper.
Liens : https://awqafafrica.org/when-may-ai-decide-shariah-maqasid-ai-waqf-zakat/

[24] Awqaf and AI Governance: Balancing Faith and Technology
Hisham Dafterdar. Essay posted publicly in the Global Awqaf Forum WhatsApp group, November 2026. Dr Dafterdar is a Trustee of Awqaf New Zealand and Chairman of Awkaf Australia Ltd.

[25] Towards an International Framework for the Terms and Conditions of Qurbani Services
Husain Benyounis. Awqaf New Zealand, Version 1.0, 8 November 2026.
Liens : https://doi.org/10.5281/zenodo.24042729

[26] Securing Qurbani Livestock and Building Waqf Capability: An objectives-led assessment of Agriculture 4.0 for a proposed sheep-dairy pilot
Husain Benyounis. Awqaf New Zealand Working Paper, Version 1.2, 20 November 2026.
Liens : https://doi.org/10.5281/zenodo.24394096

[27] About Awqaf New Zealand: Our Journey 2011 to 2026
Awqaf New Zealand. Official website.
Liens : https://www.awqafnz.org/en/about.html

[28] Compare Google Workspace features for nonprofits
Google. Official feature comparison.
Liens : https://knowledge.workspace.google.com/admin/billing/compare-google-workspace-features-for-nonprofits

[29] Google Workspace for Nonprofits edition
Google for Nonprofits. Official help.
Liens : https://support.google.com/nonprofits/answer/2858465

[30] Generative AI in Google Workspace Privacy Hub
Google Workspace. Official privacy documentation.
Liens : https://knowledge.workspace.google.com/admin/generative-ai/generative-ai-in-google-workspace-privacy-hub

[31] Google Workspace Service Specific Terms
Google Workspace. Including the generative AI training restriction.
Liens : https://workspace.google.com/terms/service-terms/

[32] Google Workspace Additional Product Terms

Google Workspace. Terms for optional additional Google services, such as Maps or YouTube.
Liens : https://workspace.google.com/terms/additional_services/

[33] Core Principles for Effective Waqf Operation and Supervision (Waqf Core Principles)

Bank Indonesia, Badan Wakaf Indonesia and IRTI-IsDB, International Working Group on Waqf Core Principles. October 2018. The members list includes Dr Husain Benyounis, Awqaf New Zealand.
Liens : https://www.bwi.go.id/wp-content/uploads/2019/10/102018-Core-Pinciples-for-Effective-Waqf-Operation-and-Supervision.pdf

[34] Indonesia Luncurkan Waqf Core Principles dan Waqf Linked Sukuk di Forum IMF dan Bank Dunia

Badan Wakaf Indonesia. 14 October 2018.
Liens : https://www.bwi.go.id/1641/2018/10/14/indonesia-luncurkan-waqf-core-principles-dan-waql-linked-sukuk-di-forum-imf-bank-dunia/

[35] Vocational Education and Training as an Engine of Awqaf Industry Development

Husain Benyounis. Awqaf New Zealand Working Paper, Version 1.1, 16 November 2026.
Liens : https://doi.org/10.5281/zenodo.24253676

[36] Feasibility Study: Qurbani Sheep-Dairy Pilot, Franklin / North Waikato, New Zealand (Draft v4 for review)

Awqaf New Zealand. October 2026.
Liens : https://doi.org/10.5281/zenodo.23279953

[37] Hijri-Aligned Qurbani Sheep-Dairy Farming: The Economy of the Qurbani Ritual and an Open Invitation to Research, Test and Improve a Proposed Livestock Production System

Husain Benyounis. Awqaf New Zealand Discussion Paper No. 1, Version 1.0, 30 September 2026.
Liens : https://doi.org/10.5281/zenodo.23044285

[38] Awqaf New Zealand community

Zenodo. Collection of Awqaf New Zealand research deposits.
Liens : https://zenodo.org/communities/awqafnz

[39] توصيات ندوة الأوقاف الرقمية: مشروعيتها، تطبيقاتها، وأثرها في التنمية المستدامة (Recommendations of the Seminar on Digital Endowments: Their Legitimacy, Applications and Role in Sustainable Development)

Kuwait Awqaf Public Foundation, International Islamic Charity Organization and International Forum of Development Organizations, with the International Islamic University Malaysia. Kuala Lumpur, 18 to 19 February 2025. Adopted recommendations and seminar programme. No public online copy located; copy supplied to the author and available on request, subject to the publisher's permission.

[40] الموضوعات وشروط تقديم الأبحاث لمنتدى قضايا الوقف الفقهية الثاني عشر: قضايا مستجدة وتأصيل شرعي (Topics and submission conditions for the 12th Waqf Fiqh Issues Forum)

Kuwait Awqaf Public Foundation, Department of Studies, Information and Documentation. Introductory booklet, 2025. No public online copy located; copy supplied to the author and available on request, subject to the publisher's permission.

[41] أوراق عمل ندوة الأوقاف الرقمية (Working papers of the Seminar on Digital Endowments)

Kuwait Awqaf Public Foundation and partners, Kuala Lumpur, February 2025. Cited: Sara Mutla Al-Qahtani, "Digital Waqf between the problem of concept and Shariah characterisation: an epistemological Shariah approach", working paper 1, pp. 4-20; Omran Salem, "Digital endowments: technical features, challenges and prospects for development in the digital age", working paper 8, pp. 124-140. The copy consulted has 200 pages, while its contents list papers beginning on pp. 208-209, so it may not be the complete proceedings. No public online copy located; copy supplied to the author and available on request, subject to the publisher's permission.

[42] Turn Gemini Notebook on or off for users

Google Workspace Admin Help. Including Drive caching, data regions and core-service editions.
Liens : https://knowledge.workspace.google.com/admin/generative-ai/gemini-notebook/turn-gemini-notebook-on-or-off-for-users

[43] Use apps connected to Gemini with a work or school Google Account

Google Help. Gemini app connection to Gmail and Drive.
Liens : https://support.google.com/gemini/answer/14959807

[44] Management of Wakaf Assets

Ministry of Culture, Community and Youth, Singapore. Response to parliamentary question, 26 February 2026.
Liens : https://www.mccy.gov.sg/about-us/news-and-resources/management-of-wakaf-assets/

[45] Strengthening Wakaf: Wakaf Revitalisation Scheme and asset migration

Majlis Ugama Islam Singapura (MUIS). Official page.
Liens : https://www.muis.gov.sg/community/wakaf-administration/strengthening-wakaf/

[46] Speech by Chief Executive of MUIS, Mr Kadir Maideen, at Wakaf Disbursement 2026

Majlis Ugama Islam Singapura (MUIS). 24 July 2026.
Liens : https://www.muis.gov.sg/resources/speeches/speech-by-chief-executive-of-muis--mr-kadir-maideen-at-wakaf-disbursement-2026/

[47] Use of Generative AI by Muslims in Singapore

Ministry of Culture, Community and Youth, Singapore. Response to parliamentary question, 26 February 2026.
Liens : https://www.mccy.gov.sg/about-us/news-and-resources/use-of-generative-ai-by-muslims-in-singapore/

[48] Acting Minister Zaqy sets next direction for MUIS

Majlis Ugama Islam Singapura (MUIS). Media release, 4 August 2026.
Liens : https://www.muis.gov.sg/resources/media-releases/acting-minister-zaqy-sets-next-direction-for-muis/

[49] First series of Fatwa Lab

Majlis Ugama Islam Singapura (MUIS), Office of the Mufti. Including the research topic on optimising fatwa research with AI.
Liens : https://www.muis.gov.sg/resources/khutbah-and-religious-advice/fatwa-lab/first-series-of-fatwa-lab/

[50] Account of an AI4EDS train-the-trainer workshop with Warees Investments

LinkedIn post by an AI Singapore trainer, 2026. Self-reported; not independently verified for this report.
Liens : https://sg.linkedin.com/in/sri-bbb-21142b61

[51] Sharing experiences and ideas: Dompet Dhuafa and Warees Investment Singapore strengthen waqf management and digital transformation

Dompet Dhuafa. 27 August 2026.
Liens : https://www.dompetdhuafa.org/en/sharing-experiences-and-ideas-dompet-dhuafa-and-warees-investment-singapore-strengthen-waqf-management-and-digital-transformation/

[52] Awqaf General Directorate, Wahed MENA seal MoU to develop AI platform for Sharia-compliant equity analysis

Qatar News Agency (QNA). 10 June 2026.
Liens : https://qna.org.qa/en/News-Area/News/2026-6/10/awqaf-general-directorate-wahed-mena-seal-mou-to-develop-ai-platform-for-sharia-compliant-equity-analysis

[53] Ministry of Awqaf announces strategic partnership with Google Cloud

The Peninsula (QNA). 13 December 2025.
Liens : https://thepeninsulaqatar.com/article/13/12/2025/ministry-of-awqaf-announces-strategic-partnership-with-google-cloud

[54] Ministry of Awqaf launches "Live Fatwas" service on Islamweb

Qatar News Agency (QNA). 8 September 2025. See also: Awqaf Ministry launches AI-powered FatwaTok app, The Peninsula, 2 March 2026.
Liens : https://qna.org.qa/en/News-Area/News/2025-9/8/ministry-of-awqaf-launches-live-fatwas-service-on-islamweb · https://thepeninsulaqatar.com/article/02/03/2026/awqaf-ministry-launches-ai-powered-fatwatok-app

[55] Katara Tech Forum highlights AI's role in Islamic Sharia applications

Qatar Tribune. 8 July 2026.
Liens : https://www.qatar-tribune.com/article/243434/latest-news/katara-tech-forum-highlights-ais-role-in-islamic-sharia-applications

[56] Awqaf employees to be trained in artificial intelligence

Khaleej Times. 29 October 2025.
Liens : https://www.khaleejtimes.com/uae/awqaf-employees-trained-artificial-intelligence

[57] Awqaf Abu Dhabi unveils its first photoreal AI agent at "Ai Everything Abu Dhabi"

Emirates News Agency (WAM). October 2026.
Liens : https://www.wam.ae/en/article/c2lun1e-awqaf-abu-dhabi-unveils-its-first-photoreal-agent

[58] UC Investments 2024-25 Annual Report

Office of the Chief Investment Officer of the Regents, University of California.
Liens : https://www.ucop.edu/investment-office/2024-25-annual-report.pdf

[59] Rice University Endowment Report, Fiscal Year 2025

Rice Management Company. Published March 2026. Section "Artificial Intelligence: A Reality in Portfolio and Operations".
Liens : https://giving.rice.edu/sites/g/files/bxs4641/files/2026-03/FY25%20Report%20for%20Website.pdf

[60] Capital Allocators podcast: AI in the investment office

Global Endowment Management (GEM). 16 September 2026.
Liens : https://www.geminvestments.com/insights/mbb-capital-allocators-podcast/

[61] Cambridge University Endowment Fund Annual Review 2025

University of Cambridge Investment Management Limited.
Liens : https://www.ucim.co.uk/annual-report-2025/overview

[62] The AI opportunity for investment analysis: Oxford University Endowment Management

Thorogood. Case study, about December 2024.
Liens : https://www.thorogood.com/perspectives/case-studies/tgcas202iqr-the-ai-opportunity-for-investment-analysis/

[63] Board of Directors meeting book, 18 June 2026

University of Texas/Texas A&M Investment Management Company (UTIMCO). Minutes of 5 March 2026 record an overview of AI upskilling.
Liens : https://www.utimco.org/media/53kfyh0x/book-board-of-directors-june-18-2026_for-web.pdf

[64] Legal Operations Analyst (job advertisement)

Cascade Asset Management Company, manager of the Gates Foundation Trust's investments. November 2026.
Liens : https://www.legal.io/jobs/5886044/Full-time/Legal-Operations-Analyst/Kirkland/Washington

[65] Master's student capstone spotlight: AI-enabled information extraction for investment management

Harvard John A. Paulson School of Engineering and Applied Sciences. 10 June 2024.
Liens : https://seas.harvard.edu/news/masters-student-capstone-spotlight-ai-enabled-information-extraction-investment-management

[66] KI und Gesellschaft: eine Initiative mit Wirkung (interview)

VolkswagenStiftung. 15 July 2025.
Liens : https://www.volkswagenstiftung.de/de/news/interview/ki-gesellschaft-eine-initiative-mit-wirkung

[67] Hakemusten arviointi; Tukea tieteelle ja taiteelle: lokakuun haku käynnistyy

Suomen Kulttuurirahasto (Finnish Cultural Foundation). 2025.
Liens : https://skr.fi/apurahat/hakemusten-arviointi/ · https://skr.fi/ajankohtaista/tukea-tieteelle-ja-taiteelle-lokakuun-haku-kaynnistyy/

[68] Om søknadsprosessen og oppfølging av mottakerne

Sparebankstiftelsen DNB.
Liens : https://sparebankstiftelsen.no/om-oss/om-soknadsprosessen-og-oppfolging-av-mottakerne/

[69] Personvernerklæring

SpareBank 1 Stiftelsen BV.
Liens : https://www.sparebank1stiftelsenbv.no/personvernerklering

[70] Retningslinjer, vi følger (AI principles)

Villum Fonden.
Liens : https://villumfonden.dk/da/artikel/retningslinjer-vi-foelger

[71] Neue Regeln für den Einsatz von Künstlicher Intelligenz bei Gutachten

Schweizerischer Nationalfonds (Swiss National Science Foundation). 20 August 2026.
Liens : https://www.snf.ch/de/iOg3Y6tvhQO5yksA/news/ki-regeln-fuer-gutachtende

[72] Uitleg over AI

Fonds voor Cultuurparticipatie. Updated 1 March 2026.
Liens : https://www.cultuurparticipatie.nl/beleid/uitleg-over-ai/

[73] Usein kysyttyjä kysymyksiä

Koneen Säätiö (Kone Foundation).
Liens : https://koneensaatio.fi/apurahat/apurahanhakijalle/usein-kysyttyja-kysymyksia/

[74] Handbook on Data Protection in Humanitarian Action, Third Edition

International Committee of the Red Cross. 2024.
Liens : https://www.icrc.org/en/data-protection-humanitarian-action-handbook

[75] Every meal counts: How WFP is using AI to reach more people, faster

World Food Programme. 19 May 2026.
Liens : https://www.wfp.org/stories/every-meal-counts-how-wfp-using-ai-reach-more-people-faster

[76] RFQ: AI functionality for individual productivity in an NGO context

Norwegian Refugee Council. 10 April 2026.
Liens : https://www.nrc.no/globalassets/pdf/tenders/ho/ai-for-personal-productivity/ai-for-personal-productivity-2026.pdf

[77] Personal Data and Privacy Policy

Norwegian Refugee Council. 23 May 2024, revised September 2024.
Liens : https://www.nrc.no/globalassets/pdf/privacy/policies/english-personal-data-and-privacy-policy--2024.pdf

[78] UN shared Rohingya data without informed consent

Human Rights Watch. 15 June 2021.
Liens : https://www.hrw.org/news/2021/06/15/un-shared-rohingya-data-without-informed-consent

[79] Guidance for using artificial intelligence in fundraising

Fundraising Regulator (United Kingdom). Updated 8 December 2025.
Liens : https://www.fundraisingregulator.org.uk/about-fundraising/resources/guidance-using-artificial-intelligence-fundraising

[80] AI Readiness Playbook for Funders

Google.org. 2026.
Liens : https://google.org/ai-playbook-for-funders

[81] Introducing an AI Governance Framework for Nonprofits

Microsoft Tech for Social Impact. 12 August 2024.
Liens : https://techcommunity.microsoft.com/blog/nonprofittechies/introducing-an-ai-governance-framework-for-nonprofits/4217132

[82] Getting started with Claude for Nonprofits; OpenAI for Nonprofits

Anthropic and OpenAI help pages, as at November 2026.
Liens : https://support.claude.com/en/articles/12893767-getting-started-with-claude-for-nonprofits · https://help.openai.com/en/articles/9359041-chatgpt-for-nonprofits

[83] Opening of the AI Centre at the Ministry of Awqaf

Al-Watan (Egypt) and Amwal Al-Ghad. 2 November 2026.
Liens : https://elwatannews.com/news/details/8388832

[84] Information system development project for the Egyptian Awqaf Authority

Egyptian General Survey Authority.
Liens : https://www.esa.gov.eg/awqaf.aspx

[85] پای هوش مصنوعی به مدیریت موقوفات باز شد (AI opens the door to Waqf management)

Tasnim News Agency (Iran). 20 October 2026 (28 Mehr 1405). Interview with Seyed Heydar Mortazavi, Director General of Information Technology and Communications, Awqaf and Charity Affairs Organisation. An earlier report of 3 October 2026 was cited by the research tools but not opened.
Liens : https://www.tasnimnews.ir/fa/news/1405/07/28/3727478

[86] 2020 Yılı Performans Programı

T.C. Vakıflar Genel Müdürlüğü (General Directorate of Foundations, Türkiye).
Liens : https://cdn.vgm.gov.tr/genelicerik/genelicerik_218_260519/2020-yili-performans-prog.pdf

[87] Directorate of Awqaf: 2024 achievements

Ministry of Habous and Islamic Affairs, Morocco. Page located by the research tools; the site could not be opened from this review's tools.
Liens : https://habous.gov.ma/%D9%82%D8%A7%D8%A6%D9%85%D8%A9/%D8%A7%D9%85%D8%A7%D8%B1%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%A4%D9%85%D9%86%D9%8A%D9%86-2/21907-%D8%A7%D9%84%D9%86%D8%B8%D8%A7%D9%85-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%B9%D9%84%D9%88%D9%85%D8%A7%D8%AA%D9%8A-%D9%88%D8%A7%D9%84%D8%B1%D9%82%D9%85%D9%86%D8%A9-%D8%B3%D9%86%D8%A9-2024.html

[88] Waqf Funds Development Department announcement, 7 September 2026; Strategic Plan 2024

Ministry of Awqaf, Islamic Affairs and Holy Places, Jordan. The news item reports the launch of the first phase of the department's electronic services.
Liens : https://awqaf.gov.jo/ar/NewsDetails/%D8%A7%D9%84%D8%AE%D9%84%D8%A7%D9%8A%D9%84%D8%A9_%D9%8A%D9%83%D8%B4%D9%81_%D8%B9%D9%86_%D8%AE%D8%B7%D8%A9_%D9%84%D9%85%D8%B6%D8%A7%D8%B9%D9%81%D8%A9_%D8%A5%D9%8A%D8%B1%D8%A7%D8%AF%D8%A7%D8%AA_%D8%AF%D8%A7%D8%A6%D8%B1%D8%A9_%D8%AA%D9%86%D9%85%D9%8A%D8%A9_%D8%A3%D9%85%D9%88%D8%A7%D9%84_%D8%A7%D9%84%D8%A3%D9%88%D9%82%D8%A7%D9%81_%D8%AE%D9%84%D8%A7%D9%84_%D8%A7%D9%84%D8%A3%D8%B9%D9%88%D8%A7%D9%85_%D8%A7%D9%84%D8%AB%D9%84%D8%A7%D8%AB%D8%A9_%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%82%D8%A8%D9%84%D8%A9 · https://www.awqaf.gov.jo/EBV4.0/Root_Storage/AR/%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%B7%D8%A9_%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%B3%D8%AA%D8%B1%D8%A7%D8%AA%D9%8A%D8%AC%D9%8A%D8%A9_2024.pdf

[89] Waqf asset management service

Ministry of Endowments and Religious Affairs, Oman.
Liens : https://www.mara.gov.om/arabic/ServiceDetails.aspx?id=104

[90] Procurement notice for AI analysis of contact-centre calls (No. 260941005284)

General Authority for Awqaf, Saudi Arabia, via the Etimad portal. 14 September 2026. Reported by the research tools; the record sits behind a verification page and was not independently opened for this report.
Liens : https://tenders.etimad.sa/Announcement/SupplierAnnouncementDetails?announcmentIdString=MMr%2A%40%40%2A%2ACkmjnE3we1HRP%2A%40%40%2A%2AmwHA%3D%3D

[91] Direct marketing guidance: can we use special category data?

Information Commissioner's Office (United Kingdom).
Liens : https://ico.org.uk/for-organisations/direct-marketing-and-privacy-and-electronic-communications/direct-marketing-guidance/plan-direct-marketing/

[92] Artificial intelligence as strategic enabler for transformation

Simsim, M. IsDB Institute blog. 3 September 2026.
Liens : https://blogs.isdbinstitute.org/isdb-ai-strategic-enabler-transformation/

[93] IsDB 2025 Annual Development Effectiveness Report

Islamic Development Bank. June 2026. "Introduction of an AI-enabled ADER Advisory Agent", corroborated on the IsDB ADER 2025 online summary.
Liens : https://beta.isdb.org/sites/default/files/media/documents/2026-06/IsDB-ADER%20Report-final%2011%20June%202026_compressed.pdf

[94] IEvD hosts insightful knowledge session on Islamic Finance Artificial Intelligence Assistant (IFAA)

Islamic Development Bank, Independent Evaluation Department. 19 August 2024.
Liens : https://www.isdb.org/independent-evaluation/ievd-hosts-insightful-knowledge-session-on-islamic-finance-artificial-intelligence-assistant-ifaa

[95] IsDB Institute unveils 2025 Annual Report during Group Annual Meetings in Baku

IsDB Institute. June 2026.
Liens : https://isdbinstitute.org/isdbi-2025-annual-report/

[96] The IsDBI and Arab Monetary Fund (AMF) deliver training on using artificial intelligence to foster the Islamic financial industry

IsDB Institute, distributed by APO Group. 3 to 4 December 2025.
Liens : https://isdbinstitute.org/isdbi-and-amf-training-on-using-ai/

[97] IsDBI announces winners of Applied AI in Islamic Finance Competency Challenge

IsDB Institute, distributed by APO Group. 18 June 2026.
Liens : https://isdbinstitute.org/isdbi-applied-ai-islamic-finance-winners/

[98] Frequently asked questions by beneficiaries

Awqaf Properties Investment Fund, Islamic Development Bank.
Liens : https://www.isdb.org/apif/faq

[99] World Development Report 2026: The promise of artificial intelligence

World Bank. August 2026. AI-use disclosure statement.
Liens : https://ppp.worldbank.org/sites/default/files/2026-08/World%20Development%20Report%202026%20The%20Promise%20of%20Artificial%20Intelligence.pdf

[100] Digital ADB: An operational approach for digital transformation 2026-2030

Asian Development Bank. July 2026.
Liens : https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/1158681/digital-adb-operational-approach-2026-2030.pdf

[101] Evaluation approach paper: Asian Development Fund 13 and 14

Asian Development Bank, Independent Evaluation Department. August 2026. Paragraph 33 on the use of AI in the evaluation.
Liens : https://www.adb.org/sites/default/files/Evaluation%20Document/1173626/files/APPROVED%20Approach%20Paper_ADF%2013-14_circ%202.pdf

[102] Creating impact through technology-enabled infrastructure

Asian Infrastructure Investment Bank. 2026. AI-use disclosure statement.
Liens : https://www.aiib.org/en/publications/overview/_common/pdf/creating-impact-through-technology-enabled-infrastructure-2026.pdf

[103] AIIB Annual Report 2025

Asian Infrastructure Investment Bank. 2026. Internal AI platform statement confirmed by ChatGPT's review; the PDF could not be opened from Claude's tools.
Liens : https://www.aiib.org/en/news-events/annual-report/2025/_common/pdf/2025-AIIB-Annual-Report.pdf

[104] Tech report: Generative AI

Latorre, L., Rego, E., Cerrato, I., Zarate, J. D. and De Leo, L. Inter-American Development Bank. March 2025. Section on projects, prototypes and pilots.
Liens : https://doi.org/10.18235/0013473 · https://publications.iadb.org/publications/english/document/Tech-Report-Generative-AI.pdf

[105] Integrity and Anti-Corruption Report 2025

European Bank for Reconstruction and Development, Office of the Chief Compliance Officer. 2026. Reported by the research tools; not independently opened for this report.
Liens : https://www.ebrd.com/content/dam/ebrd_dxp/assets/pdfs/office-of-chief-compliance-officer/integrity-and-anti-corruption-reports/ebrd-integrity-and-anti-corruption-report-2025.pdf

[106] Article on BAZNAS digital zakat management

IJAZ BAZNAS (Indonesian Journal of Zakat), BAZNAS. Reported by the research tools; not independently opened for this report.
Liens : https://www.ijazbaznas.com/index.php/journal/article/download/769/281/2293